



Le ministre de la Santé, le Dr Oly Ilunga, se faisant vacciner contre le virus d'Ebola

## SANTÉ PUBLIQUE

Impact positif  
dans la riposte contre  
le Virus Ébola

Le Dr Oly Ilunga Kalenga s'est réjoui, le 9 juin, au cours d'une conférence de presse animée à l'Hôtel du gouvernement, du fait que 90% des cas déclarés de l'épidémie ont été vaccinés. Il a également fait savoir que la vaccination et la qualité des soins dans les sept zones de santé du territoire de Bikoro ont eu un impact positif dans la réponse donnée à la maladie.

Un mois après la déclaration de l'épidémie, le 8 mai dernier, la courbe est à la baisse et les chaînes de transmission maîtrisées grâce à la surveillance épidémiologique et la résilience du système de santé mises en place par le Comité de coordination pour la riposte contre cette maladie.

Page 4

## RELIGION

Maman Olangi  
sera inhumée le 23 juin

Le programme des obsèques de la servante de Dieu, dirigeante de la Communauté internationale des femmes messagères du Christ, a été publié par le service de communication du ministère de combat spirituel. Le 21 juin, il est prévu la levée de corps de la défunte qui sera par la suite exposé le même jour à la Cité de Triomphe, dans la commune de Limete, précisément à la 17e rue où est établi le siège du ministère du combat spirituel.

C'est là que se déroulera le rituel religieux lié aux funérailles de l'illustre disparue, lequel rituel est programmé pour le 22 juin. L'enterrement interviendra, le 23 juin, à la périphérie est de Kinshasa, dans la commune de Nsele.



Maman Olangi

Page 3

## PRISE EN CHARGE MÉDICALE DU JUGE MBUYI LUKASU

## L'IRDH contredit le ministre Lambert Mende



Le juge Jacques Mbuyi Kalubi sur son lit de malade

L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a réagi contre les affirmations faites par le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, selon lesquelles « le gouvernement de la RDC avait payé pour l'évacuation du juge Jacques Mbuyi Kalubi, dans un avion médicalisé, vers l'Afrique du Sud où il a été soigné pendant près d'une année ».

L'association a révélé, dans un communiqué publié le week-end dernier à partir de Lubumbashi, que tous les frais médicaux en faveur du magistrat congolais ont été couverts par ses partenaires financiers et des personnes de bonne foi et non par le gouvernement, comme l'a allégué Lambert Mende Omalanga.

Page 5

## LIVRES

« Les applications  
des rayonnements  
ionisants » expliquées  
au citoyen lambda

Second tome d'une série d'ouvrages que le Pr Vincent Lukanda Mwamba s'emploie à publier désormais en vue d'expliquer la portée des travaux du Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa, le présent ouvrage reporte de façon méthodique l'histoire et la description détaillée et illustrée de deux réacteurs Triga du site méconnu de l'Université de Kinshasa.

Le physicien congolais s'est donné comme devoir de commencer à démontrer que la RDC a sa grande part dans le boosting du nucléaire mondial. Et par-delà, a-t-il renchéri, « les historiens le savent très bien, c'est encore l'uranium de la RDC qui a été choisi, pour sa qualité, dans l'utilisation de la bombe atomique qui a servi à imposer la paix dans le monde ».

Page 6

## ÉDITORIAL

## Feu la CPI ?

Si il fallait une preuve que la Cour pénale internationale (CPI) est une institution aussi dangereuse qu'inutile, le calvaire subi tout au long des dix dernières années par Jean-Pierre Bemba est là pour l'apporter de façon accablante. Concentrant ses actions sur l'Afrique pour des raisons qu'il lui faudra un jour expliquer, menant ses enquêtes avec une lenteur et un manque de sérieux incompréhensibles, contredisant ses propres jugements sans le moindre complexe, l'institution projette l'image insupportable d'une justice dite «internationale» aussi peu respectueuse du droit qu'indifférente aux blessures qu'elle cause.

Étant donné ce qui vient de se passer à La Haye pour l'ancien vice-président de la République démocratique du Congo, il ne serait pas étonnant que, dans les semaines à venir, une autre personnalité africaine de premier plan, l'ancien président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, soit elle aussi déclarée non coupable des crimes qui lui sont attribués et retrouve à son tour la liberté. Ce qui provoquerait à coup sûr la mort de l'institution, au grand dam de ses supporters - il est vrai de moins en moins nombreux - et sous les applaudissements de ses détracteurs.

Le problème que va devoir résoudre la CPI avant de disparaître des écrans radars de la communauté internationale est celui de la réparation des dommages causés par son incompetence aux personnalités dont elle a détruit la vie et aux pays dont elle a aggravé les désordres internes. L'on voit mal, en effet, comment un homme pourrait être incarcéré à tort pendant une décennie et son pays privé simultanément de ses compétences sans que celles et ceux qui sont à l'origine de cette double injustice ne soient contraints d'en payer un jour le prix.

D'aucuns objecteront que les juges n'ont pas à réparer leurs erreurs. Peut-être, mais l'énormité de celle dont il est ici question est telle que la communauté internationale, dans son ensemble, et la communauté africaine, en particulier, ne sauraient fermer les yeux sur la faute commise par les hommes et les femmes qui prétendaient agir en leur nom. Si elles le font, elles ouvriront la porte à tous les excès, à toutes les injustices, à toutes les dérives. Le droit international n'est pas un mythe. Il faut maintenant le prouver.

Les Dépêches de Brazzaville

## MÉDIAS

## FFJ dénonce l'interpellation de deux journalistes dans l'est de la RDC

**L'association de promotion et de défense de la liberté de la presse condamne le reproche fait à Kambale Maghaniryo et Paul Zaidi d'avoir diffusé l'information sur l'acquittement de Jean-Pierre Bemba.**

L'ONG Freedom for journalist (FFJ) a fermement condamné l'acharnement dont seraient l'objet deux professionnels des médias, Kambale Maghaniryo et Paul Zaidi, dans l'est du pays. À en croire cette association, ces deux journalistes qui ont été interpellés après avoir annoncé l'acquittement de l'ex-sénateur congolais et ancien vice-président, Jean Pierre Bemba, n'ont fait leur travail d'informer la communauté.

Profitant de cette dénonciation, FFJ exige que cessent, désormais, des actes qui ne favorisent nullement l'exercice paisible du droit d'informer consacré par les instruments nationaux et internationaux.

Kambale Maghaniryo et Paul Zaidi, respectivement directeur et journaliste à la «Radiotélévision Graben» (RTGB), une chaîne émettant à Kasindi, à environ 400 km de Goma, dans le Nord-Kivu, avaient été interpellés, le 8 juin, par la police, et gardés en détention avant d'être libérés quelques heures plus tard. Citant les informations qui lui sont rapportées par son correspondant dans la région, FFJ a indiqué que la police nationale congolaise, qui a

détenu les deux professionnels des médias dans son cachot du quartier Lubirha, leur avait reproché d'avoir diffusé la liesse populaire qui a suivi l'acquittement, le même jour, par les juges de la Cour pénale internationale, du président du Mouvement de libération du Congo, Jean-Pierre Bemba. «Trois éléments de la police ont fait irruption dans le studio et nous ont conduits manu militari au bureau 2, sur instruction de leur hiérarchie qui nous accuse d'avoir filmé la population locale en train de manifester sa joie à l'annonce de la libération de M. Bemba», a expliqué Katembo, directeur de RTGB au correspondant local de FFJ, Umbo Salama.

Lucien Dianzenza

## NORD-KIVU

## Encore une attaque des rebelles à Mavivi-Ngite

**La situation sécuritaire demeure préoccupante dans le territoire de Beni où les présumés assaillants ougandais d'ADF ne cessent de semer la désolation au sein de la population.**

Une attaque attribuée aux rebelles présumés ougandais d'ADF a eu lieu, le 9 juin, à Mavivi-Ngite, une localité située à peu près 16 km de la ville de Beni, dans la province du Nord-Kivu, indique le site Times.cd. L'ennemi serait venu de Masulukwede aux environs de 19 h.

Les assaillants ont tiré plusieurs coups de balles à rafale, poussant les habitants à s'enfuir de leurs maisons. Un pillage systématique a été enregistré. Boutiques, magasins et maisons d'habitation ont été dévalisés par des rebelles avant d'y mettre le feu. «Nous avons entendu les coups de balles près de chez nous. Nous avons jugé mieux de nous enfuir. Nous avons passé la nuit en brousse. Ils ont tiré des roquettes sur nos maisons après les avoir pillées», a expliqué une victime. Les mêmes sources renseignent que les Forces armées de la RDC sont vite intervenues. Le général Marcel Mbangou s'est personnellement rendu sur le

lieu, ont confirmé les habitants.

Le bilan de cette attaque fait état d'une personne tuée par hypertension à la suite des détonations d'armes lourdes, cinq maisons d'habitation ont été incendiées, ainsi que quelques boutiques et maga-



La population de Beni constamment dans l'effroi à la suite des attaques des présumés rebelles ougandais d'ADF

sins. Une fille d'au moins 9 ans a été blessée, touchée par balle à la jambe et se trouve actuellement aux soins intensifs au centre de santé de Mavivi. C'est la quatrième attaque dans cette même zone, a rappelé la société civile qui a indiqué que la psychose demeure au sein de la population à cause des attaques récurrentes.

Martin Engimo

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE** Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaires des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Engimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé / Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :  
Adrienne Londole  
Chef de service publicité :  
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonzo

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ENTREPRENEURIAT

# FabLab Lisungi va former vingt-cinq jeunes défavorisés

**Inauguré le 8 juin, le FabLab lisungi qui a établi ses quartiers dans l'enceinte du campus numérique de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) a pour vocation de répondre au défi de l'emploi et de l'entrepreneuriat juvénile.**

Ouvert dans un espace mis à disposition dans l'enceinte du Campus numérique de Kinshasa, le FabLab (contraction de l'anglais fabrication laboratory), laboratoire de fabrication en français, va assurer la formation pour une période de six mois consécutifs à vingt-cinq jeunes. Elle portera en premier sur l'initiation aux pratiques numériques et à la culture entrepreneuriale. Il y est prévu un accompagnement des bénéficiaires dans la maturation de leurs projets de fabrication numérique. Quant à l'espace social de type co-working, il est créé pour faciliter les échanges et partages d'expériences entre les usagers du FabLab sur leurs différents projets. Il est pour ce faire mis à leur disposition une gamme variée d'équipements et kits électroniques de technologie de pointe dont deux imprimantes 3D pour leur permettre de réaliser leurs prototypes. Le FabLab Lisungi, inauguré par Claude Tshoga, représentant le ministre des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication (PT-NTIC), Emery Okundji, renferme cinq pôles.

Il s'agit de deux espaces métiers constitués d'un atelier de fabrication 2D et 3D et un autre d'électronique et IoT (Internet of things ou Internet des objets), un médialab ou atelier de création multimédia, un atelier de bois pour l'artisanat ainsi que l'espace social destiné au co-working.

Dans les détours de la conférence de presse tenue à la suite de l'inauguration du FabLab Lisungi, le directeur régional AUF Afrique centrale et Grands lacs, Alain Ondoua, a soutenu que le FabLab Lisungi est certes le premier en

RDC, mais n'est pas la première institution du genre dans la région. En effet, elle est la deuxième après Ongola FabLab inauguré l'an dernier au Cameroun et poursuit les mêmes visées. Comme le premier, le FabLab solidaire de Kinshasa a été créé suite à un appel à projets lancé par la Fondation Orange internationale, sa durée de départ est de quatre ans. La promotion pilote des vingt-cinq jeunes en formation au FabLab Lisungi sont ceux en rupture scolaire. Leur profil général révèle que « presque tous sont diplômés d'État. Certains ont entamé le cursus universitaire mais n'ont pas pu l'achever », a dit Elodie Bamowongo, responsable du campus numérique. Aussi, deux semaines de formation en informatique ont été un préalable indispensable pour une mise à niveau, dans le but de « s'assurer qu'ils arrivent à bien manipuler les équipements mis à leur disposition ».

## Auto-emploi et entrepreneuriat

Hébergé dans le campus numérique de l'AUF, le FabLab Lisungi compte aussi des partenaires universitaires dont le premier est l'Université de Kinshasa (Unikin) qui a vocation de pérenniser le projet afin qu'il s'étende à d'autres provinces du pays. Alain Ondoua d'expliquer : « En ce qui concerne l'AUF, le projet est en étroite consonance avec notre stratégie quadriennale pour les années 2017-2021. Elle vise principalement à répondre au défi d'employabilité, de la réinsertion professionnelle. Ainsi, l'objectif principal du projet est d'identifier les jeunes innovateurs issus de toutes les couches sociales de la société, y compris les personnes en décrochage scolaire. Faire en sorte qu'ils puissent développer des prototypes. Et, à terme, créer leur propre activité. Favoriser, mieux développer la culture de l'entrepreneuriat et l'auto-emploi des jeunes », afin que quelle que soit leur couche, ils soient en mesure



L'inauguration du FabLab Lisungi

de sortir de la culture du salariat. Steve Lusinde, secrétaire général d'Orange RDC, a rappelé l'ambition du groupe Orange d'être le partenaire de la transformation numérique en Afrique. Ainsi, FabLab Lisungi s'inscrit dans une dynamique au-delà des aspects commerciaux au travers de la Fondation Orange qui développe des projets favorisant l'émergence des talents dans les différents pays où la société de télécommunication opère par la formation et l'apprentissage des métiers du numérique.

Par ailleurs, très optimiste sur la capacité des apprenants, Alain Ondoua a appelé à ne pas les sous-estimer au regard de l'expérience du FabLab camerounais : « À Yaoundé, nous avons pour commencer une cohorte de vingt-cinq jeunes en décrochage scolaire. En avril 2018, un an après leur formation, nous leur avons remis des attestations. Il y a de quoi s'étonner des objets connectés produits par ces jeunes défavorisés qui n'avaient pas d'expérience en informatique, n'avaient jamais vu une imprimante de leur vie. Des distributeurs de cacahuètes, des poubelles intelligentes, etc. ».

Le directeur régional de l'AUF espère reproduire en RDC les réalisations du Cameroun, toujours avec l'appui de la Fondation Orange et des mêmes partenaires.

Il a évoqué ici « la phase d'incubation, c'est-à-dire les aider à créer un business plan pour pouvoir lancer une activité personnelle ». Du reste, Steve Lusinde a soutenu qu'Orange donne une continuité au projet pour l'aboutissement des acquis du FabLab dans un contexte où les jeunes entrepreneurs ont grand mal à obtenir des crédits pour investir ou développer des produits. « Nous avons créé des fonds d'investissements, pour l'Afrique notamment, le Groupe a consacré cinquante millions d'euros pour aider les start-up qui ont bénéficié de ces programmes d'incubateurs d'Orange FabLab à contracter des emprunts et réaliser des investissements pour réaliser leurs activités », a-t-il affirmé.

Cet accompagnement des jeunes pousses va se réaliser autour de projets bancables, selon un business plan bien élaboré pour monter une entreprise, a précisé Steve Lusinde.

L'AUF estime que les bénéficiaires actuels ne sont pas la seule cible. « Il y a aussi les établissements d'enseignement supérieur, les instituts des techniques appliquées, les écoles polytechniques, les facultés de science, de génie industriel dans lesquels les laboratoires n'ont pas le type d'équipements de pointe disponibles dans le FabLab qui peuvent y venir développer et expériment

ter leurs prototypes », a expliqué Alain Ondoua. Ainsi, quoique activité majeure du FabLab Lisungi, l'accompagnement des vingt-cinq jeunes défavorisés ne sera pas la seule. « Il y aura des périodes portes ouvertes du FabLab pour que d'autres jeunes puissent faire connaissance de ces outils et en devenir usagers. Nous comptons sur l'équipe du FabLab manager pour penser un modèle économique qui nous permette d'accueillir tout public », a souligné Alain Ondoua. Il a en sus précisé qu'étant un tiers-lieu, le FabLab Lisungi est une structure ouverte à la société et qu'il est, par ailleurs, envisagé la création d'un FabLab mobile qui va vers le public, notamment les quartiers périurbains.

En outre, Alain Ondoua a souligné qu'en dehors du Campus numérique de Kinshasa dont le Centre de documentation de l'enseignement supérieur, universitaire et recherche à Kinshasa (Cedesurk) est le cœur, la RDC en abrite trois autres. Celui de Lubumbashi, Bukavu et de Kisangani. Pour l'AUF, l'inauguration du FabLab Lisungi inscrit ces lieux dans une nouvelle logique et dynamique de travail. « L'opération que nous avons menée aujourd'hui entre dans un processus de transformation de ces espaces traditionnels de consultation sur internet, de recherche documentaire, de consultation de nos bases de données de ressources documentaires, en tiers-lieux », a-t-il dit.

De Campus numériques, ils passeront désormais à Campus du nouvel espace universitaire francophone. Le directeur régional de l'AUF a précisé qu'il ne s'agit pas seulement d'un simple changement de dénomination. Après Kinshasa, les trois autres espaces du pays devraient connaître la même mutation avec en perspective l'apport de partenaires dont Orange.

Nioni Masela

## RELIGION

# Maman Olangi sera inhumée le 23 juin

**Le programme des obsèques de la servante de Dieu, dirigeante de la Communauté internationale des femmes messagères du Christ (CIFMC), a été publié par le service de communication du ministère de combat spirituel.**

Après moult tergiversations, le programme des obsèques de Maman Olangi, décédée le 5 juin à Kinshasa, trois jours seulement après l'inhumation de son mari, Joseph Olangi, a finalement été rendu public. Le 21 juin, il est prévu la levée de corps de la défunte qui sera par la suite exposé le même jour à la Cité de Triomphe, dans la commune de Limete, précisément à la 17e rue où est établi le siège du ministère du combat spirituel. C'est là que se déroulera le rituel religieux

lié aux funérailles de l'illustre, lequel rituel est programmé pour le 22 juin.

Culte d'adoration et de louange, dépôt des gerbes de fleurs, oraison funèbre, etc., tout est prévu pour rendre des hommages mérités à celle qui, à travers le combat spirituel, aura appris à ses concitoyens comment se défendre contre le diable en ayant recours aux armes spirituelles dont la prière intense. L'enterrement de cette servante de Dieu interviendra, le 23 juin, à la périphérie est de Kinshasa, dans la commune de Nsele où gît, depuis quelques jours, le corps sans vie de son défunt mari. Décédée à l'âge de 68 ans des suites d'une crise cardiaque, Élisabeth Wosho Olangi a laissé éplorés les membres de la CIFMC et de la Fondation Olangi-Wosho.

Alain Diasso



Maman Olangi

## RIPOSTE CONTRE LE VIRUS ÉBOLA

## Le ministre de la Santé publique satisfait des avancées enregistrées

Le Dr Oly Ilunga Kalenga s'est réjoui, le 9 juin, au cours d'une conférence de presse animée à l'Hôtel du gouvernement, du fait que 90% des cas déclarés de l'épidémie ont été vaccinés, indiquant que la vaccination et la qualité des soins dans les sept zones de santé du territoire de Bikoro ont eu un impact positif dans la réponse donnée à la maladie.

La République démocratique du Congo (RDC) fait face, depuis le 8 mai dernier, à la neuvième épidémie de la maladie à virus Ebola. Cette situation on ne peut plus préoccupante n'a pas laissé indifférent le gouvernement congolais qui a mis en place un comité de coordination pour la riposte contre cette maladie dont le premier cas a été notifié dans la zone de santé de Bikoro, en Équateur. Un mois après, le constat qui se dégage est que la courbe est à la baisse et les chaînes de transmis-



Le ministre de la Santé, le Dr Oly Ilunga, se faisant vacciner contre le virus Ebola

sion sont maîtrisées, grâce à la surveillance épidémiologique et la résilience du système de santé mises en place par le comité de coordination.

Toutes ces précisions ont été fournies par le ministre de la Santé publique au cours de sa conférence de presse. Il s'agissait pour le numéro un de la Santé en RDC

de faire le point de la situation de cette épidémie, un mois après sa déclaration. Oly Ilunga Kalenga a retracé le contexte de cette neuvième épidémie qui sévit dans la province de l'Équateur, sa particularité, le lancement de la riposte, l'apport des partenaires, les défis et les perspectives.

Le ministre de la Santé publique

s'est réjoui de l'impact positif dans la riposte au virus Ebola, affirmant, par ailleurs, que les mesures de surveillance et autres systèmes de contrôle ont permis d'enregistrer moins de cas déclarés et que la vaccination a permis de changer l'attitude de la population et d'éviter la stigmatisation tant à Bikoro, à Itipo et qu'à Iboko.

## L'implication du gouvernement et des partenaires

La réussite de cette riposte, a fait savoir le ministre, est le fruit non seulement de l'implication des partenaires mais également du gouvernement dont l'apport a été considérable. Il s'agit notamment de la distribution des médicaments dans la province de l'Équateur, l'envoi de cinquante motos et cinquante vélos pour le déploiement de cent soixante-dix experts dans les soixante-douze

points d'entrée, la gratuité des soins dans les sept zones de santé couvrant sept hôpitaux généraux de référence et cent trois centres de santé. Il a rappelé que depuis le 13 mai dernier, il n'y a pas eu de cas confirmés à Mbandaka ni à Bikoro. Le ministre de la Santé publique a souligné que malgré la fin de la surveillance, le risque de propagation reste important en raison de la mobilité de la population. Il a révélé que les efforts se focalisent essentiellement sur Itipo où un cas a été confirmé dans la zone de santé d'Iboko.

Le Dr Oly Ilunga a enfin réitéré l'engagement du gouvernement à tout mettre en œuvre pour réduire le risque de propagation, invitant la communauté à s'impliquer totalement dans la riposte contre cette épidémie qualifiée pour cette neuvième fois de haut risque car elle a touché également les professionnels de santé.

Blandine Lusimana

## DONATION

## Caritas offre deux unités mobiles au PNLT

Les deux véhicules de dépistage actif de la tuberculose ont été remis au directeur de la structure, le Dr Michel Kaswa, par le secrétaire exécutif de la Caritas Congo, Boniface Nakwagelewi ata Deagbo, au cours d'une cérémonie sobre à Kinshasa.



Les unités mobiles contribueront à la lutte contre la tuberculose en RDC

Le don fait au Laboratoire national de référence de mycobactéries du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT) s'inscrit dans le cadre du programme «Investir pour obtenir plus d'impact contre la tuberculose et le VIH en République démocratique du Congo», financé par le Fonds mondial pour la mise en œuvre de la note conceptuelle unique pour la tuberculose et le VIH, dont Caritas Congo était récipiendaire principal jusqu'en fin décembre 2017. Ces unités mobiles contiennent principalement un laboratoire et un appareil dénommé Gene-Expert, capable d'assurer le dépistage de la tuberculose pharmaco-résistante ainsi qu'un appareil de radiographie. Ces véhicules se rendront dans les lieux où la population est «à risque» pour proposer aux personnes de faire un dépistage actif, notamment les sites miniers. Ces personnes sont ainsi réparties à Bunia, Mbuji-Mayi, Lubumbashi et à Kinshasa. Rappelons que ces deux véhicules spécialisés viennent ainsi s'ajouter à deux autres unités mobiles remises toujours par la Caritas au PNLT à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, le 24 avril dernier. Ces deux derniers avaient été retenus en France où des spécialistes du PNLT étaient en formation pour leur meilleure utilisation.

B.L.

## LINAFOOT/PLAY-OFF

## Mazembe gagne à Kindu, DCMP s'impose à Lubumbashi

Le week-end a été positif pour les clubs du big five du Play-Off de la 23e édition du championnat national de football. Mazembe, Daring Club Motema Pembe, V.Club et Lupopo ont tous été victorieux face respectivement à Maniema Union, CS Don Bosco, JS Groupe Bazano et Dauphin Noir. Le Play-Off reste encore ouvert et les trois places qualificatives pour les compétitions africaines interclubs vacantes.

Le TP Mazembe de Lubumbashi s'est imposé, 10 juin, au stade Joseph-Kabila Kabange de Kindu face à la formation locale d'AS Maniema Union par un but à zéro. C'était en match comptant pour la 17e journée. L'unique but de la partie a été l'œuvre du buteur-maison, Ben Malango Ngita, à la 40e mn de jeu. Il inscrirait ainsi son vingt et unième but de la saison. Les Corbeaux du Grand Katanga étaient déjà vainqueurs lors de la première confrontation avec les joueurs de Kindu, à Lubumbashi, sur le même score. Ce succès important à l'extérieur permet aux joueurs de l'entraîneur Pamphile Mihayo Kazembe (récemment vandalisé par les supporters de Mazembe) d'engranger un total de trente-cinq points, mettant la pression sur le leader, Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi (trente-six points). Dans d'autres matchs du week-end, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa est allé battre le CS Don Bosco au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, par deux buts à un. Dago Tshibamba Samu (44e mn - son quinzième but de la saison), et Ricky Tulengi (81e mn) ont inscrit les deux buts des Immaculés de Kinshasa en ce match de la 22e journée du Play-Off.

Moïse Kaniki avait égalisé à la 54e mn. Le club entraîné par le technicien congolais Otis Ngoma conforte sa troisième position avec vingt-neuf points.

On doit souligner que V.Club a regagné Kinshasa le 10 juin, avec dans sa gibécère les neuf points de trois matchs à l'extérieur. Les Dauphins Noirs ont terrassé les joueurs de Maniema Union à Kindu par trois buts

à zéro, s'imposant ensuite face à Mont Bleu à Bunia par deux buts à zéro, avant de soumettre la Jeunesse Sportive Groupe Bazano à Lubumbashi par quatre buts à zéro. À propos de la suite du Play-Off, l'équipe coachée par Florent Ibenge jouera, le 13 juin, contre AC Rangers de Kinshasa, ensuite le 17 juin contre TP Mazembe de Lubumbashi, le 20 juin contre le DCMP, avant d'aller affronter Sanga Balende, le 24 juin, à



Vue du match Maniema Union contre Mazembe à Kindu

Mbuji-Mayi. V.Club compte actuellement vingt-neuf points, étant aux coudes à coudes avec le DCMP. Notons aussi la victoire du FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi face à Dauphin Noir de Goma par un but à zéro. Trésor Kanku a inscrit l'unique but de cette partie assez disputée à la 30e mn de jeu de ce match comptant pour la 20e journée. Le club bleu et or du Grand Katanga se requinque depuis l'arrivée de l'entraîneur Franklin Kimbongila, ancien du FC Renaissance du Congo. Lupopo compte désormais vingt-six points et reste encore dans la course pour une qualification en compétition africaine.

Rappelons que la Jeunesse sportive Groupe Bazano, lanterne rouge du Play-Off, avait signé sa première victoire le 7 juin, à Lubumbashi, face à Dauphin Noir, par deux buts à un, en match de la 14e journée. JS Groupe Bazano compte désormais sept points, juste derrière Dauphin Noir de Goma (huit points), et Dragons/Bilima de Kinshasa et Mont Bleu de Bunia (neuf points chacun).

Martin Engimo

PRISE EN CHARGE MÉDICALE DU JUGE JACQUES MBUYI LUKASU

# L'IRDH contredit le ministre Lambert Mende

**L'association de défense des droits de l'homme a révélé que tous les frais médicaux en faveur du magistrat congolais ont été couverts par ses partenaires financiers et des personnes de bonne foi et non par le gouvernement, comme l'a allégué son porte-parole.**

L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a réagi contre les affirmations faites par le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, selon lesquelles « le gouvernement de la RDC avait payé pour l'évacuation du juge Jacques Mbuyi Kabubi, dans un avion médicalisé, vers l'Afrique du Sud où il a été soigné pendant près d'une année ». Dans un communiqué publié le week-end dernier à partir de Lubumbashi, dans le Katanga, et signé de son directeur Me Hubert

Tshisuaka Masoka, l'IRDH contredit les affirmations du ministre congolais et note, en effet, que ces frais médicaux étaient plutôt couverts par les partenaires financiers de cette association et des personnes de bonne foi. « Il est du devoir de transparence de relever, à la bonne attention de l'opinion publique, que les partenaires financiers de l'IRDH et des personnes de bonne foi avaient couvert les factures relatives aux transport à bord d'un avion médicalisé, soins intensifs, hospitalisation, évacuation, logement et séjour de la famille, ainsi que la scolarisation et le transport terrestre des enfants du juge Mbuyi, en République sud-africaine », a précisé cette organisation.

Face à ces réalités, l'IRDH a dit « informer le gouvernement que les propos du ministre Mende sont

erronés ». Par ailleurs, tout en dénonçant toute tentative de récupération politique de l'action humanitaire des donateurs de qui elle attend encore une contribution de plus de 40% restant à payer sur la facture globale des frais médicaux au bénéfice de ce juge, l'association recommande aux autorités compétentes d'investiguer les affirmations faisant état du décaissement des fonds publics pour sa prise en charge. Selon l'IRDH, en effet, les affirmations du porte-parole du gouvernement sont contenues dans une interview du 7 juin, à la télévision «France 24».

Notons que dans son bulletin électronique du 4 juin, l'IRDH se réjouissait de l'amélioration de l'état de santé du juge Jacques Mbuyi qui, après cinq mois de soins intensifs dans l'inconscience, à Johannesburg, et près de six autres

mois d'isolement, se portait bien à présent, même s'il a perdu l'usage effectif de sa jambe droite.

L'association rappelait, en effet, que le magistrat avait été évacué en Afrique du Sud pour des soins, après l'attaque dont il avait été victime l'année dernière. Sur place, il a connu des opérations chirurgicales extrêmement délicates, notamment l'élimination d'une partie de l'intestin grêle et du rectum, la colostomie temporaire (un transit intestinal vers un appareillage spécifique extérieur), des greffes des muscles de l'abdomen et des fessiers, le nettoyage général du sang par des transfusions à répétition dues à une grave septicémie (infection générale du sang causée par des balles empoisonnées), des multiples séances de dialyse ainsi que des soins des grosses plaies causées par l'explosion des balles à

leurs sorties du corps.

Dans ce document, l'IRDH avait fait savoir qu'à sa sortie d'hôpital, le juge Jacques Mbuyi avait affirmé que ses assaillants disaient avoir reçu la mission de le tuer d'une haute personnalité politique directement intéressée par l'affaire en appel dans sa chambre, au Tribunal de grande instance de Lubumbashi, opposant Emmanuel Alexandros Stoupis à Moïse Katumbi Chapwe. Pour l'IRDH, le juge Mbuyi croit donc que la tentative de son assassinat est liée à son refus d'obtempérer à un ordre manifestement illégal de « lire un jugement préétabli confirmant, en appel, une décision judiciaire » condamnant Moïse Katumbi, sans qu'il dise le droit.

Lucien Dianzenza

CULTURES PÉRENNES

## Bientôt un forum expo sur les filières du café et cacao

**Les assises se tiendront à Kinshasa, du 18 au 20 juin, sur le thème « La relance des filières café-cacao en RDC par l'amélioration de la productivité, de la qualité, de la commercialisation et du climat des affaires ».**

Le forum est organisé par le ministère de l'Agriculture, avec le concours du ministère du Commerce extérieur et de plusieurs services techniques et financiers de l'État. La période choisie est d'autant plus propice que le café et le cacao se comportent mieux sur le marché international. Un communiqué de la mercuriale congolaise confirme, d'ailleurs, une hausse constante de leur valeur. Pour le pays, la situation devrait s'améliorer davantage avec les derniers investissements réalisés dans le secteur du café. Des informations en provenance de l'Office national du café confirment la construction des entrepôts de stockage de ce produit dans les provinces productrices, en l'occurrence Kinshasa, Kongo central (Boma), Tshopo (Kisangani), Sud-Kivu (Bukavu), Haut-Uele (Isiro) et Équateur (Mbandaka). Cette démarche va permettre aux paysans de mieux stocker leurs récoltes.

**Relancer le débat**

L'événement très attendu dans les milieux des producteurs porte ainsi sur un secteur en pleine reprise de production depuis quelques années. Mais le pays a connu un véritable crash dans ce secteur. En effet, les exportations de café sont passées de cent vingt mille à moins de neuf mille tonnes entre 1980 et 2010. L'on estime les recettes d'exportation de café à environ dix-sept millions de dollars américains américains. Réagissant à la problématique posée par la relance des deux produits agricoles, le président des producteurs de café-cacao, Emmanuel Rwakagara, s'est inquiété ouvertement du manque à gagner qui s'élève actuellement à environ deux cent trente-cinq millions de dollars américains pour l'économie congolaise.

Selon les exploitants du secteur, cette perte justifie une telle rencontre pour réfléchir sur les moyens de renverser la situation.

Par le biais de ce forum expo, les organisateurs espèrent dévoiler les différentes opportunités dans ce secteur.

Il est inutile de rappeler que les exportations de café culminaient à la tête de toutes les productions agricoles du pays dans les années 1970 et 1980. L'on évaluait, d'ailleurs, leur volume à 10 ou 15 % de la valeur totale des exportations nationales au cours de cette période. Aujourd'hui, le secteur cacao-café a perdu de sa vigueur à cause de plusieurs facteurs : les maladies (cas du café Trachémycose), la fraude massive, la libéralisation mal maîtrisée et la recrudescence de l'insécurité dans les zones de production. Certains producteurs évoquent aussi l'absence de financement massif des institutions financières qui redoutent le secteur agricole.

Ce forum permettra donc de dresser un état des lieux plus ou moins exhaustif du secteur café-cacao dans le pays. La présence des différents acteurs du secteur conduira, on l'espère, à l'identification des obstacles majeurs à la production et aux solutions durables. Au-delà, le pays a besoin d'explorer des nouvelles pistes sur les questions relatives à la transformation, la certification, la recherche et la commercialisation de ces deux produits agricoles. Aussi les interventions de l'Office congolais de contrôle, de l'Office de gestion du fret maritime, du Fonds de promotion de l'industrie, de l'Agence de promotion des investissements et de la Fédération des entreprises du Congo constitueront-elles des points marquants de ces assises. L'exposé de l'Institut de recherche sera la plus attendue après son engagement de développer des nouvelles variétés de jeunes plantes et de nouvelles méthodes de reproduction. Au bout des trois journées d'échanges, les participants devront proposer finalement des recommandations pour la relance de deux filières.

Laurent Essolomwa



**Un outil industriel performant rapide.**

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE





## UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

### PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

### OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo

## LIVRES

## « Les applications des rayonnements ionisants » expliquées au citoyen lambda

Second tome d'une série d'ouvrages que le Pr Vincent Lukanda Mwamba s'emploie à publier désormais en vue d'expliquer la portée des travaux du Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa (Cren-K), le présent ouvrage reporte de façon méthodique l'histoire et la description détaillée et illustrée de deux réacteurs Triga du site méconnu de l'Université de Kinshasa (Unikin).

Pour le physicien Vincent Lukanda Mwamba, « ce livre est un devoir de mémoire ». En effet, dans Les applications des rayonnements ionisants, plus particulièrement le tome II présenté à la sortie du Centre républicain Ishango pour le développement et la démocratie (Cridd), le 26 mai dernier, le physicien s'est, à juste titre, étendu sur la considération que les Congolais se doivent d'accorder au Cren-K. L'on tient du commissaire général au Commissariat général de l'énergie atomique/ Cren-K que le premier réacteur nucléaire implanté en Afrique l'a été au site de l'Unikin qui est historique sur ce point de vue. « Notre pays est le pionnier du nucléaire africain », précise-t-il en entame à ce sujet. Cependant, de nombreux Congolais n'en sont pas informés. Effectivement, plusieurs sont ceux qui ne savent pas que la République démocratique du Congo (RDC) a une histoire

nucléaire. Et encore moins, a soutenu le Pr Vincent Lukanda Mwamba, que « le nucléaire congolais s'est vraiment implanté dans le nucléaire mondial ». Ce, a-t-il affirmé, en partant de l'uranium congolais utilisé « pour créer le premier réacteur de recherche dans le monde par le physicien italien Enrico Fermi à Chicago; en utilisant l'uranium provenant de Shinkolobwe ».

Que l'on ne le dise pas assez dans l'histoire du nucléaire a révolté le physicien congolais qui, dès lors, s'est donné comme devoir de commencer à expliquer, à démontrer que « la République démocratique du Congo a sa grande part dans le boosting du nucléaire mondial ». Et par-delà, « les historiens le savent très bien, c'est encore l'uranium de la RDC qui a été choisi, pour sa qualité, dans l'utilisation de la bombe atomique qui a servi à imposer la paix dans le monde », a-t-il renchérit.

C'est un autre aspect qui n'est pas des moindres sur lequel le scientifique s'est résolu de communiquer. En considération de ces deux réalités, il a jugé aussi important, de décrire l'outil utilisé « dans ce site de l'Unikin au Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa, parce que cet instrument parfois méconnu du public est très craint par



lui ». Sur ce point, le Pr Vincent Lukanda Mwamba a reconnu : « Si c'est parfois à juste titre mais il convient de savoir que ce n'est pas un instrument de destruction mais plutôt de développement. C'est aussi un instrument stratégique et de puissance ». Il estime que vulgariser les travaux du Cren-K relève de son ressort. Aussi s'attelle-t-il à cette démarche avec énergie. « C'est moi qui dirige cette institution, je m'assigne ce devoir de mettre à la portée du public, d'une manière assez simpliste, la description de ce réacteur qui est un outil important pour notre pays », rappelle-t-il.

## Utilité en santé

Par ailleurs, soutient l'éminent physicien, ce réacteur est d'une plus grande importance. « C'est avec lui que nous pouvons ai-

« Les applications des rayonnements ionisants » Tome II der la République à bien valoriser ses ressources minérales, par exemple », estime-t-il. Mais encore, ajoute-t-il : « Nous pouvons faire des analyses approfondies, appelées analyses par activation électronique pour nous donner la cartographie et quantification exactes de tous les minerais que nous exploitons ». Il a cité un cas de figure qui a permis autrefois « d'analyser avec succès les déchets que (la) République avait l'habitude d'envoyer à Hoboken, en Belgique ». Le Cren-K l'avait alors mis au parfum sur le fait que « ces fameux déchets étaient aussi une grande richesse que l'on donnait gratuitement à la Belgique », précisant qu'à partir de là, des mesures avaient été prises pour que cette richesse soit retenue au pays.

« Ce même réacteur peut servir dans le domaine de la santé car nous pouvons y produire les radioéléments utilisés dans l'industrie et en médecine nucléaire », fait savoir le professeur. « Le fléau du cancer va au galop, la chimiothérapie a prouvé ses limites. Actuellement, l'on recourt abondamment à la médecine nucléaire pour faire de la radiothérapie. Cette dernière ne peut se faire qu'avec les productions de ces radioéléments fournies par ce réacteur », poursuit-il. « Nous avons, aux cliniques universitaires, l'unique centre de médecine nucléaire qui peut servir toute la nation et dont nous avons le devoir de faire la promotion pour répondre à ce problème de cancer », porte-t-il, en outre, à la connaissance de ses concitoyens.

Ce ne sont là que les deux exemples qu'il a donnés pour présenter au public l'importance de cet outil qui est parfois très méconnu, à travers la série Les applications des rayonnements ionisants. Le premier tome, rappelle-t-il, « concernait les applications en médecine nucléaire ». Quant au second, il est centré, dit-il clairement, « sur la description de l'outil lui-même pour aider la population à comprendre » ce qu'ils font « sur la colline inspirée »

Nioni Masela

## PARUTION

## René Ilume publie « Vision »

Le pasteur et ambassadeur de la RDC au Soudan du Sud a présenté son ouvrage publié ce mois-ci aux Editions MES, le 9 juin dans la commune de Lingwala, à Kinshasa, au cours d'une conférence de presse.

La rédaction de l'ouvrage, a dit son auteur, fait suite à une vision qu'il a reçue du Seigneur Jésus-Christ qui lui a fait la commission de prêcher la saine doctrine. C'est en fait, a-t-il renchérit, la vision de l'Assemblée pour la foi, l'unité et la paix chrétiennes dans le monde (AFUPCM) créée le 26 octobre 2012 sur la base de la saine doctrine.

Dans la notice de ce livre de cent quarante-six pages, René Ilume précise, afin de lever l'équivoque : « Le présent ouvrage écrit dans un style simple et pratique est destiné principalement aux serviteurs de Dieu (pasteurs, prêtres, diacres, évangélistes,...) ensuite aux fidèles chrétiens de toutes les catégories sociales et enfin au reste du monde. Vu son caractère strictement spirituel, il n'a pas l'ambition de se soumettre à une quelconque rigueur scientifique, mais de sauver les âmes des enfants de Dieu que Satan retient captives ». Dans l'intro-

duction, l'auteur indique : « Ce premier ouvrage d'une série qui s'annonce longue et riche en enseignements sur la parole de Dieu est consacré à la vision. C'est l'ensemble des révélations que le Seigneur Jésus-Christ a bien voulu faire connaître à son humble serviteur que je suis, en réponse à une prière que je n'ai cessé de lui adresser depuis 1982, pour découvrir la vérité ».

## L'économie du livre...

Le premier chapitre de l'ouvrage est consacré à la création et au fonctionnement de l'AFUPCM dont le siège est à Kisangani, dans la province de Tshopo. Ayant pu accéder à des postes de responsabilités au pays, René Ilume demande à Dieu de bénir abondamment le président de la République, Joseph Kabila, et Raymond Tshibanda, alors ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, pour sa nomination en juillet 2015 en qualité d'ambassadeur.

« Vision » est le titre du deuxième chapitre dans lequel il revient sur la vision qu'il a obtenue du Seigneur Jésus-Christ afin de se mettre au service de Dieu. Il y parle du ministère de la restauration et de la réconciliation avec des commandements à carac-

tère spirituel, économique, politico-administratif et sécuritaire, socioculturel, environnemental, humanitaire et moral. René Ilume y aborde aussi les conséquences désastreuses lorsque les lois et ordonnances divines sont abandonnées. Aussi fait-il une recommandation : « Je recommande vivement au chrétien le retour à la saine doctrine qui a été transmise par les saints prophètes et apôtres, une fois pour toutes, pour la gloire de Jésus-Christ et le salut du monde ». Et il a appelé les chrétiens à ne pas se lever contre les dirigeants du pays car la Bible dit que toute autorité vient de Dieu.

Dans le troisième chapitre axé sur les enjeux stratégiques, le pasteur met l'accent sur la puissance de l'évangile d'où émanent le bonheur et le salut. Le quatrième chapitre est intitulé « Intérêt de la foi suivant la saine doctrine » pendant que le cinquième met en exergue les objectifs de l'AFUPCM alors que le sixième parle des principes et pratiques de fonctionnement de l'Assemblée.

Les valeurs partagées de l'AFUPCM sont contenues dans le chapitre sept, et les enseignements-clé de l'Assemblée



Le pasteur et diplomate René Ilume présentant son ouvrage « Vision », au cours d'une conférence de presse à Kinshasa

fondent le huitième chapitre. La mission sociale de l'AFUPCM est la matière du neuvième chapitre du livre, suivi du programme de prière au dixième chapitre. « Apport ou particularité de l'AFUPCM et voie à suivre », c'est le contenu du onzième chapitre. Le douzième et dernier chapitre est assez singulier, s'intéressant au lien spirituel Israël -RDC, d'une part, et le Soudan du Sud et la RDC, d'autre part. Il met ici en lumière le passage biblique Esaïe 18, le premier et deuxième verset : « Terre où retentit le cliquetis des armes. Au-delà des fleuves de l'Éthiopie !... et dont le pays est coupé par des fleuves » qui, pour lui, identifie la RDC.

Aussi met-il en avant la carte de la RDC gravée sur les vestiges d'une synagogue à Capharnaüm, en Israël.

## L'auteur...

Chercheur en théologie et sciences politiques, le révérend apôtre René Ilume Tembele est fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères. Il est originaire de la province de Tshopo issue de la grande province Orientale. C'est le 26 octobre 2012, alors en mission diplomatique au Soudan du Sud, qu'il a reçu un appel de Dieu l'invitant à le partager avec le reste du monde. Ancien séminariste, ce serviteur de Dieu est également l'ambassadeur de la RDC en poste à Juba, au Soudan du Sud.

Martin Engimo

## DIPLOMATIE

## L'Angola confirme son intérêt pour le Commonwealth

**Luanda, vient de soumettre sa candidature pour rejoindre le Commonwealth, une organisation anglophone, en partage de l'anglais.**

L'information a été confirmée par le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson. « C'est magnifique que l'Angola ait l'intention de rejoindre la grande famille du Commonwealth. Nous nous félicitons de l'engagement du président Lourenço à réformer, à combattre la corruption et à défendre les droits de l'homme. Nous sommes impatients de vous voir bientôt au Royaume-Uni », a écrit Boris Johnson.

Auparavant, le président João Lourenço déclarait dans une interview : « Ne soyez pas

*surpris si nous envisageons de rejoindre la Francophonie et nous demandons dans quelques jours de rejoindre le Commonwealth, étant donné que l'Angola est entouré pas par les pays lusophones, mais par les pays anglophones et francophones ».*

Ce virage stratégique de l'Angola vise à créer de meilleures relations avec ses voisins d'Afrique australe, plutôt anglophones. Ce qui permettra de renforcer ses relations économiques avec ces pays, notamment la Namibie et la Zambie, ainsi que les autres pays membres de la

Communauté pour le développement sud-africain (Sadc).

Avec le Mozambique d'obédience lusophone et le Rwanda, une ancienne colonie belge, l'Angola deviendra le troisième pays à rejoindre le Commonwealth sans avoir été sous la coupe de l'empire britannique. En visite à Paris, le président angolais, Joao Lourenço, dont le pays est lusophone, avait également indiqué que Luanda va rejoindre l'OIF (Organisation internationale de la francophonie), afin de développer de meilleures relations avec ses voisins francophones.

**Rappel histoire du Commonwealth**

De l'anglais Commonwealth

[common, qui veut dire « commun » et wealth, qui veut dire bien-être, richesse, abondance], le « Commonwealth of Nations » est une libre association qui regroupe une cinquantaine de pays, dont la Grande-Bretagne, certaines anciennes colonies, et depuis peu, des pays issus d'autres obédiences. Successeur de l'empire britannique, le Commonwealth se constitue de pays libres et égaux. À partir de 1950, l'allégeance à la couronne britannique ne sera plus une condition d'appartenance, et le mot « British » est supprimé. Unis par des intérêts communs, mais autonomes, et pas liés par aucun traité, tous les pays membres reconnaissent la

reine Elisabeth II comme chef du Commonwealth.

La création du Commonwealth va permettre au Royaume-Uni d'éviter une décolonisation conflictuelle et de conserver d'excellentes relations avec l'ex-empire colonial.

L'organisation défend des valeurs communes, telles que l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la primauté du droit. Et depuis la déclaration de Harare en 1991, le Commonwealth reconnaît les droits à la personne, à l'éthique démocratique, à l'égalité des sexes, au développement durable et à la protection de l'environnement.

**Noël Ndong**

**VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES  
CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS  
de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

## BRÈVES

## BURKINA FASO

Le pays bénéficiera d'un financement de près de soixante millions de dollars de la part de l'Union européenne afin de lutter contre l'insécurité. Ces fonds devraient servir à mettre en œuvre le « Programme d'urgence pour le Sahel », mis en œuvre par le gouvernement burkinabé. Ce plan vise à réduire le niveau d'insécurité dans le nord du Burkina Faso, l'une des régions les plus pauvres du pays, en proie à des attaques terroristes depuis environ trois ans. Ainsi, le nouveau financement obtenu devrait permettre à l'Etat burkinabé de renforcer sa présence dans le nord du pays et de garantir un meilleur accès aux services sociaux de base à la population vulnérable de cette zone. Notons qu'environ 1,1 million de dollars complémentaires devraient également être alloués par l'institution européenne au renforcement des capacités des structures déconcentrées.

## NIGER

Le Niger a déposé auprès de l'Union africaine (UA) son instrument de ratification de l'accord créant la Zone de libre-échange continentale (Zlec) en Afrique, devenant le quatrième Etat membre de l'UA à ratifier le document. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a exhorté les Etats membres à signer et à ratifier le protocole relatif à la libre circulation des personnes, au droit de séjour et au droit d'établissement, et à se joindre au marché unique du transport aérien africain qui sont, selon lui, cruciaux pour l'intégration du continent.

Un minimum de vingt-deux ratifications est nécessaire pour que l'accord sur la Zlec entre en vigueur, et quinze ratifications sont requises pour que le protocole relatif à la libre circulation des personnes, au droit de séjour et au droit d'établissement entre en vigueur. Pour l'heure, quatre pays, dont le Ghana, le Kenya, le Rwanda et le Niger, ont déjà ratifié l'accord relatif à la création de la Zlec.

## MAROC/NIGERIA

Un accord de coopération relatif à un méga-projet de gazoduc à travers l'Afrique de l'ouest a été signé à Rabat, à l'occasion d'une visite officielle de deux jours du président du Nigeria, Muhammadu Buhari, au Maroc. Trois accords de coopération, dont un relatif au gazoduc devant relier les deux pays par la façade atlantique de l'Afrique de l'ouest, ont été signés. Le projet maroco-nigérien consiste en la construction d'une extension vers le Maroc d'un gazoduc en fonctionnement depuis 2010, qui relie les zones gazières du sud du Nigeria au Bénin, au Togo et au Ghana. Le gazoduc mesure approximativement 5 660 km. La construction doit, selon les responsables des deux pays, se faire « en plusieurs phases et répondre aux besoins croissants des pays traversés et de l'Europe au cours des vingt-cinq prochaines années ».

## CENTRAFRIQUE

Un Casque bleu burundais a été tué dimanche soir, à Bambari, dans le centre de la Centrafrique, lors d'affrontements entre des hommes armés et des soldats de l'ONU et de l'armée centrafricaine. Un soldat des Forces armées centrafricaines (Faca) a, durant les combats, été blessé. Cette attaque a été perpétrée par des combattants du groupe armé Union pour la paix en Centrafrique (UPC), selon une source de la gendarmerie de Bambari. En mai, Bambari a plusieurs fois été le théâtre d'affrontements. Mi-mai, l'ONU avait affirmé avoir repris « le contrôle de la ville » après que l'UPC avait attaqué plusieurs institutions - gendarmerie, commissariat, base de la Minusca. Les locaux de neuf ONG et ceux de la Commission nationale des réfugiés ont été pillés au cours de ce mois. En Centrafrique, l'Etat ne contrôle qu'une maigre partie du territoire national. Les groupes armés s'affrontent dans les provinces pour le contrôle des ressources, notamment les diamants, l'or et le bétail.

**Josiane Mambou Loukoula et AFP**



## Souscrivez au Plan Epargne Logement

Un taux de rémunération exceptionnel adapté à vos besoins

Un vrai partenaire

### Tableau récapitulatif

Régime / catégorie	Régime 4 ans		Régime 5 ans		Régime 6 ans	
	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit
A	50.000	5.271.000	40.000	6.754.000	33.000	8.221.000
B	60.000	6.330.000	48.000	8.105.000	40.000	9.965.000
C	80.000	8.441.000	64.000	10.807.000	54.000	13.452.000
D	100.000	10.551.000	80.000	13.509.000	67.000	16.691.000
E	120.000	12.661.000	96.000	16.211.000	80.000	19.929.000
F	140.000	14.771.000	112.000	18.912.000	94.000	23.417.000
G	160.000	16.881.000	128.000	21.614.000	107.000	26.665.000
H	180.000	18.991.000	144.000	24.316.000	120.000	29.894.000

Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville BP 987, République du Congo



BCH



BCH



+242 22 281 25 88



bch@bch.cg

## COOPÉRATION

# Denis Sassou N'Guesso: «Le sommet sino-africain devrait agrandir les perspectives de la coopération entre l'Afrique et la Chine »

**Dans la perspective du Forum Chine Afrique prévu en septembre, le président de la République du Congo s'est prêté aux questions du bureau de l'Agence Chine nouvelle à Brazzaville. Il se félicite de la coopération sino-congolaise et se dit confiant des attentes de ce sommet qui devrait favoriser l'agrandissement des perspectives de la coopération sino-africaine.**

Le chef de l'Etat congolais a estimé que l'installation de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA), inaugurée en avril dernier à Brazzaville, est une bonne décision dans le cadre de la coopération, précisant que cette institution financière à capitaux mixtes (congolais et chinois) est un important vecteur de déve-

loppement. Avec une vocation africaine, sa création justifie la volonté du président chinois et des dirigeants africains à renforcer la collaboration dans tous les domaines, et la banque en fait typiquement partie, a rappelé le président congolais. Erigé au centre de Brazzaville, a-t-il dit, l'immeuble de cette banque apporte « un plus à l'image » de la capitale congolaise, mais aussi contribue, depuis son fonctionnement, à la création d'emplois tout en assurant à la population locale un accès simplifié aux services bancaires.

Se félicitant, par ailleurs, de l'oeuvre de la Chine pour la construction de la route nationale n°1, Denis Sassou

N'Guesso a précisé que sa réalisation est la concrétisation du vieux rêve de relier Pointe-Noire à Brazzaville. « *C'est un exploit auquel beaucoup de gens ne croyaient pas au départ* », a souligné le président de la République.

« *Cette route, reliant le port en eaux profondes de Pointe-Noire et la ville de Brazzaville sur les rives du fleuve Congo, favorise la circulation des personnes et des biens, ce qui a une importance économique, sociale et culturelle immense* », a précisé le chef de l'Etat, invitant, en outre, les entreprises chinoises à s'installer dans la Zone économique spéciale de Pointe-Noire, un projet qui

s'inspire de l'expérience de réforme chinoise, porteuse d'espoir dans le processus d'industrialisation du Congo. S'agissant du partenariat avec la Chine, le Congo, à travers son premier citoyen, souhaite qu'il couvre tous les domaines d'activités pour lesquelles toutes les conditions sont réunies pour que les sociétés chinoises opèrent au Congo dans une compétition saine. « *Au regard des efforts du gouvernement visant à améliorer le climat des affaires, les sociétés chinoises trouveront leur compte et sont donc invitées à investir au Congo dans le cadre de la coopération sino-congolaise* », a rappe-

lé Denis Sassou N'Guesso.

Evoquant, en prelude au Forum Chine-Afrique prévu en septembre, les attentes des peuples chinois et africains, il a estimé que les principaux axes de la coopération sont suivis si l'on passe en revue les rapports entre l'Afrique et la Chine dont la coopération est fortement fondée sur « l'amitié sincère » et le « respect réciproque ».

« *La coopération sino-africaine est sur la bonne voie. Le sommet sino-africain devrait donc permettre d'agrandir les perspectives de la coopération entre l'Afrique et la Chine* », a-t-il conclu.

Source Xinhua

## DIPLOMATIE

## Pierre Buyoya : « L'Union africaine devrait prendre des initiatives pour favoriser la réconciliation en Libye ».

Le président de la République du Congo et l'ancien président burundais ont évoqué, le 9 juin à Brazzaville, le rôle que l'Union africaine (UA) pourrait jouer dans le but de favoriser la réconciliation des Libyens ainsi que la tenue des élections dans leur pays d'ici à la fin de l'année. « *Pour le compte de l'Union africaine, le président Denis Sassou N'Guesso se charge des questions concernant la zone géographique où je travaille : le Sahel, plus particulièrement la Libye. Il était donc normal d'échanger avec lui à ce propos* », a fait savoir l'ancien président burundais, Pierre Buyoya, actuellement Haut représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel, au sortir de l'audience.

Selon lui, cette rencontre a fait suite à la récente conférence internationale sur la Libye, tenue à Paris. Lors de cette conférence, l'organisation des élections en Libye a été fixée pour décembre 2018. « *Nous avons pensé que l'Union africaine devrait aussi prendre un certain nombre d'initiatives pour favoriser la réconciliation qui devrait précéder les élections. Il s'agit notamment de s'entendre sur une Constitution, une loi électorale, un code de conduite pour les élections et d'accepter les résultats qui sortiront des urnes* », a poursuivi Pierre Buyoya, soulignant que l'UA doit aider les Libyens à aller de l'avant.

Le Haut représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel s'est également exprimé sur l'acquiescement de l'ancien vice-président de la République démocratique du Congo, Jean-Pierre Bemba. « *C'est une bonne nouvelle. Il ne faudra pas que ça soit une demi-mesure, que sa libération soit totale, qu'il recouvre tous ses droits* », a-t-il dit.

Rominique Makaya

## SOMMET DE SINGAPOUR

## Quel compromis possible entre Donald Trump et Kim Jong Un?

**La dénucléarisation de la Corée du Nord serait au cœur de la rencontre « historique » entre les présidents américain et nord-coréen, ce 12 juin, à Singapour. Comme ce fut le cas de l'Allemagne en 1989-1990, quelle place la réunification des deux Corées pourrait-elle occuper dans les discussions en prévision d'une pacification durable de la péninsule coréenne ?**

Les plus grands médias du monde n'ont pas fermé l'oeil de la nuit pour assurer une couverture exceptionnelle de la rencontre historique entre le président des Etats-Unis, Donald Trump, et son homologue nord-coréen, Kim Jong Un. L'événement mérite une telle médiatisation étant donné qu'il marque la toute première rencontre entre les chefs d'Etat en exercice des deux pays depuis soixante ans. A quel résultat pourrait-on s'attendre à la l'issue du plus inattendu entretien au sommet de l'année 2018 ?

Les diplomates américains et nord-coréens ont dû mettre de côté les humeurs twitteuses, parfois déroutantes du locataire de la Maison-Blanche, Donald Trump, et leurs homologues singapouriens beaucoup d'optimisme pour se convaincre de la tenue effective du sommet tant attendu avec Kim Jung Un. A son ouverture officielle, aujourd'hui, ils pourront sans doute boire du petit lait. On imagine donc une poignée de main chaude entre deux dirigeants que tout sépare a priori, et qui n'avaient jamais imaginé un jour créer la surprise à ce

niveau des relations internationales. Ils pourront sympathiser pour longtemps si Dieu veut. Historiquement parlant, les Etats-Unis et la Corée du Nord ont des relations officielles conflictuelles héritées de la guerre de Corée en 1950. Depuis, se disant « encerclée » par les troupes américaines avec la bénédiction de son voisin du Sud, Pyongyang est restée sur ses gardes.

Si les émissaires des deux pays ont pu se concerter par le passé, ils avaient souvent associé un intermédiaire, la Chine en particulier, pour sa position de « parapluie » international de la Corée communiste. Les débats ont toujours tourné autour de la volonté de la première puissance mondiale, les Etats-Unis, de voir la « petite » Corée rangée dans « l'axe du mal » du pays de l'Oncle Sam, abandonner ses ambitions nucléaires pour s'occuper des questions de ventre de sa population. En vain.

Il est certain qu'une fois de plus, les Américains reposeront la même question de la dénucléarisation, qu'à leur tour les Nord-Coréens demanderont la contrepartie, c'est-à-dire de l'aide substantielle en milliards de dollars pour en quelque sorte commencer une autre vie après le nucléaire. En 2007, déjà, les discussions entre eux avaient échoué sur ces deux points. La situation a peut-être évolué puisque la Corée du Nord a montré récemment sa disponibilité à franchir le pas dans cette direction, mais

ce ne sera pas sans avoir obtenu des garanties sur plusieurs axes.

Qu'en sera-t-il, par exemple, du contingent américain fort de près de trente mille soldats (les chiffres de 2009 sont de vingt-huit mille cinq cents) ? Dans quelle mesure les relations avec le Japon, allié indéfectible des Etats-Unis dans la région mais soupçonneux à l'égard de la Corée communiste, seront-elles « normalisées » ? A quoi tiendront désormais les rapports avec son autre moitié, la Corée du Sud, dont les dirigeants actuels ont depuis quelque temps brillé par des signes de détente, et comment envisager l'ouverture de la Corée du Nord sur le monde ?

Un rapprochement spectaculaire et durable entre Washington et Pyongyang ne manquera pas de projeter une redistribution des cartes dans le voisinage de la Corée du Nord. Mais en raison de la nature complexe des hommes qui se serreront la main, ce 12 juin, au nom de la recherche de la paix et de la stabilité mondiale, il faut attendre de lire la copie du communiqué que livreront leurs entretiens pour mieux spéculer sur l'avenir de leurs relations.

Mais le bel avenir pour les uns et les autres, serait que la paix possible entre Washington et Pyongyang façonne un cadre de discussions unificatrices entre les deux Corées, qui sont, comme chacun sait, un seul et même pays divisé par la guerre.

Gankama N'Siah



34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

**FRET AÉRIEN & MARITIME**  
ENLEVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE  
AFRIQUE / ASIE  
MOYEN-ORIENT



**Avec ou sans dédouanement**

**BRAZZAVILLE  
POINTE-NOIRE  
KINSHASA  
MATADI, BOMA**

Contact Paris : DJAMEL  
☎ + 331 44 92 90 90 ☎ + 336 65 47 06 06

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya  
✉ tinplus.wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie  
☎ +242 06 605 91 69 ☎ +242 05 522 49 99

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

# B to B Congo et Avsi font le bilan de la caravane itinérante

L'agence B to B Congo, filiale de B 2 B Gabon, dirigée par Elisabeth Ogoula Bellerose, et la Fondation Avsi, représentée au Congo par Caterina Cipriani, ont fait le 5 juin, à Sueco, le bilan de la caravane itinérante à la faveur de la Journée mondiale de l'environnement.

L'activité qui s'inscrit dans le cadre des différentes manifestations prévues à l'occasion de la première édition du Défilé carnaval des petits écolos qui a pour thème « La planète que nous voulons » a réuni, à Sueco, plusieurs élèves issus d'une dizaine d'écoles de Pointe-Noire (Ecole 19-septembre A, Ecole Enrico-Mattei, Lycée Charlemagne, Ecoles Marien-Ngouabi A et B, Ecoles Ndaka-Soussou A et B, Pambou-Benjamin A et B, Saint-Jean-Bosco). Ce fut l'occasion pour les organisateurs de faire le bilan après diverses manifestations sur l'éducation environnementale. En effet, du 23 au 30 mai, une caravane itinérante a eu lieu à Pointe-Noire avec pour but de



rentes manifestations prévues à l'occasion de la première édition du Défilé carnaval des petits écolos qui a pour thème « La planète que nous voulons » a réuni, à Sueco, plusieurs élèves issus d'une dizaine d'écoles de Pointe-Noire (Ecole 19-septembre A, Ecole Enrico-Mattei, Lycée Charlemagne, Ecoles Marien-Ngouabi A et B, Ecoles Ndaka-Soussou A et B, Pambou-Benjamin A et B, Saint-Jean-Bosco). Ce fut l'occasion pour les organisateurs de faire le bilan après diverses manifestations sur l'éducation environnementale. En effet, du 23 au 30 mai, une caravane itinérante a eu lieu à Pointe-Noire avec pour but de

sensibiliser les élèves de 7 à 12 ans à l'importance de préserver l'environnement par des jeux ludiques, des sketches, des ateliers de sensibilisation. « L'enjeu de la préservation de l'environnement est le futur des enfants, leurs voix doivent être entendues dans les discussions, les décisions et les solutions », a dit Caterina Cipriani. Au cours de cette activité, les différents partenaires au projet ont témoigné leur attachement à cette initiative qui vise l'éducation environnementale. La célébration de la Journée mondiale de l'environnement, sur le thème « Combattre la pol-

lution », a été mise à profit par les organisateurs pour la lutte contre la pollution des plastiques à usage multiple, demandant aux gouvernants, aux industries, aux communautés et aux individus à s'évertuer dans la lutte contre l'utilisation excessive des objets plastiques puisque, selon

ral de France à Pointe-Noire. Déguisés en costumes en arbres, gorilles, tortues, dauphins, éléphants et peuples traditionnels (Aka), les enfants ont réitéré à tous le message de la protection et de la conservation de l'environnement.



les chiffres des Nations unies, en Afrique 4,4 millions de tonnes de plastique se retrouvent dans les mers et océans. « Nous devons faire quelque chose pour sauver la planète. C'est une opération que B 2 B Gabon mène depuis 2010 au Gabon et qui a permis de sensibiliser près de cinquante mille enfants. Après le Gabon et le Congo, nous comptons faire en sorte que l'opération puisse toucher d'autres pays », a fait savoir Elisabeth Ogoula Bellerose. Le 9 juin, le défilé final a mis en scène des centaines d'enfants qui ont marché de la plage de la Côte sauvage à la résidence du consul gé-

Plusieurs animations ont agrémenté cette journée qui a pris fin par le quizz des petits écolos dont les vainqueurs ont été connus le 9 juin après délibération du jury. C'est en 2010, à Libreville au Gabon, qu'a été organisée la première caravane B to B Gabon qui a sillonné plus d'une centaine d'écoles primaires de Libreville et des environs, avec pour objectifs de sensibiliser le grand public à l'importance de sauvegarder les espèces animales et végétales en danger en Afrique centrale.

**“ Enfin au CONGO ! ”**

# Condor

Prenez votre envol !

**“ SOYEZ  
LES  
BIENVENUS ! ”**



- Qualité, Prix, Service après vente assuré

📍 Camp Clairon, Brazzaville, Congo  
en face de la station Puma

☎ 05 035 06 06

[www.condor.dz](http://www.condor.dz)

## MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME

## Des agents en quête de bonnes performances

Réunis du 6 au 8 juin à l'occasion de l'atelier de formation en méthodologie de collecte, de traitement et d'analyse de données en matière de genre, les cadres et agents ont demandé aux autorités de faire de la formation continue une priorité en vue de les rendre plus performants.

Animée par le directeur général du Plan et du développement, Franck Corneille Mampouya-M'Bama, la formation avait pour objectif le renforcement des capacités des participants en technique de collecte, de traitement et d'analyse des données relatives au genre. Selon les participants, la qualité des enseignements dispensés leur a permis de compléter des connaissances antérieures. « *Ce qui va améliorer nos compétences managériales et les rendre plus performantes dans l'exercice de nos tâches respectives. Cette formation nous a également permis d'acquérir de nouveaux savoirs qui contribueront à l'amélioration de nos prestations administratives. Désormais, nous allons faire preuve d'une responsabilité conséquente pour redorer l'image de notre ministère et contribuer efficacement à la mise en œuvre de son programme d'activités* », a assuré Guy Patrick Miassouama, qui a lu le mot du participant.



Joseph Ikoubou posant avec un échantillon des bénéficiaires de la formation Adiac

Outre les connaissances reçues, les participants ont souhaité que les autorités du ministère fassent de la formation continue des agents une priorité en vue de les rendre plus performants. Ce qui garantirait, ont-ils souligné, le bon fonctionnement du ministère ainsi que sa visibilité. S'agissant des domaines à former, ils ont, par exemple, cité l'Informatique et la gestion documentaire qu'ils jugent nécessaires pour améliorer les performances du

ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement. Le chargé de bureau du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo, Joseph Ikoubou, s'est, quant à lui, réjoui du fait que ce ministère dispose désormais d'une masse critique de personnes dans le domaine de la collecte, le traitement et l'analyse des données relatives au genre. « *Sachant que nous*

*avons un partenariat avec le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, nous ne pouvons que nous réjouir que désormais, pour tout ce que nous avons à faire par rapport à cette thématique, il y aura de la ressource humaine que nous mettrons à contribution pour atteindre les objectifs que nous nous fixerons* », a-t-il souligné.

Se félicitant elle aussi des ré-

sultats obtenus, la directrice de cabinet de la ministre en charge des questions des femmes, Cornélie Gabrielle Adou Ngapi, a encouragé les différents acteurs ayant œuvré pour la réussite de cette formation. « *Chers collaborateurs, au regard des enjeux que constitue la collecte des données sur les femmes et le genre, et de la qualité des modules développés, nous sommes persuadés que vous ferez bon usage de tous les enseignements reçus pour le rayonnement de notre structure qui sera dorénavant en mesure de mettre à la disposition de nos partenaires nationaux et internationaux des informations fiables sur les questions de genre, de promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement* », a-t-elle déclaré, promettant de transmettre les vœux formulés à la ministre de tutelle.

La directrice de cabinet a, par ailleurs, rappelé que cette formation ne devrait pas constituer une fin en soi. C'est ainsi qu'elle a exhorté les bénéficiaires à poursuivre leur perfectionnement à travers des recherches personnelles, des contacts avec les formateurs et d'autres structures de recherche. Notons que les bénéficiaires ont reçu chacun une attestation de participation.

**Parfait Wilfried Douniama**

## DÉLINQUANCE FAUNIQUE

## Une amende d'un million FCFA de dommages et intérêts infligée à deux braconniers

**Fulgence Mboka et Francis Zokaba ont été rendus coupables par le Tribunal de Ouesso d'abattage d'un éléphant et détention d'une arme de guerre, a-t-on appris, le 9 juin, du Fonds mondial pour la nature.**

À l'issue de l'audience du 31 mai dernier au Tribunal de Ouesso, Fulgence Mboka et Francis Zokaba, deux braconniers, vont purger chacun trois ans de prison ferme et payer une amende

de trois cent mille FCFA ainsi que des dommages et intérêts d'un million de FCFA, à verser à la direction départementale de l'Economie forestière, constituée partie civile au cours du

procès. La détention illégale d'arme de guerre est un délit prévu et réprimé par l'ordonnance n°62/25 du 16 octobre 1962. Par contre, l'abattage d'animaux intégralement protégés dans une aire protégée est une faute prévue et réprimée par la loi 372008 du 28 novembre 2008.

Les deux délinquants fauniques sont reconnus coupables des inculpations qui pesaient sur eux et sont également réputés pour les faits de braconnage.

En janvier 2015, Fulgence Mboka avait été interpellé par les services habilités pour détention illégale d'une arme de guerre et complicité d'abattage d'une espèce intégralement protégée. Il obtint une mise en liberté provisoire après un mois mais, le 9 avril de la même année, il sera condamné à deux ans de prison avec sursis, et à payer une amende de deux cent mille FCFA.

Peu de temps après, en 2016, il est à nouveau interpellé pour complicité de détention illégale d'arme de guerre lors d'une opération Coup de point, organisée par le ministère de l'Economie forestière et la zone militaire de défense de Ouesso. Une opération qui avait pour objectif le ramassage des armes de guerre

servant au braconnage dans le paysage Espace Tridom interzone congo, dans le département de la Sangha.

Quant à son acolyte Francis Zokaba, célèbre braconnier d'éléphant, il fut également interpellé en 2015 pour pratique de chasse avec une arme de guerre et abattage d'une espèce intégralement protégée dans la périphérie du parc national Odzala Kokoua. Un mois après, il était condamné à deux ans de prison avec sursis et à payer une amende de deux cent mille FCFA.

Quelques mois plus tard, il est à nouveau interpellé pour détention d'une arme de guerre et de pointes d'ivoires au village Egniabi et pour avoir abattu un éléphant. Il avait été condamné encore en 2016 à deux ans de prison avec sursis et à payer cinq cent mille FCFA d'amende et un million de FCFA pour dommages et intérêts.

**Fortuné Ibara**



## APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

## Le nombre de partis politiques réduit à quarante-neuf

L'information a été donnée le 11 juin, à Brazzaville, par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, au cours d'une réunion avec les responsables des formations politiques et ONG de la société civile.

L'annonce, jugée très controversée par les partis de l'opposition, s'inscrit dans le cadre de l'application de la loi électorale publiée et promulguée en mai 2017.

Ce texte dispose, entre autres, que tout parti ou association politique ne doit pas être un regroupement des membres d'une même famille. Il doit être une institution territorialement représentée, avec des sièges sociaux implantés dans tous les douze départements du Congo. La même loi précise, par ailleurs, que si un parti ne remplit pas les critères définis, il disparaîtra simplement de l'échiquier politique congolais.

Fort de cette nouvelle loi, le ministère de l'Intérieur a recensé tous les partis et associations politiques régulièrement enregistrés pour avoir rempli les principaux critères susmentionnés.

Raymond Zéphirin Mboulou n'a pas rendu publics les noms des quarante-neuf partis retenus officiellement, se contentant de préciser que les cent cinquante et un partis n'ayant pu remplir les conditions

sont appelés à se conformer au plus vite, sous risque de disparaître définitivement.

En dehors de ces partis, le gouvernement a fait aussi un grand ménage au sein des associations politiques. Au total neuf associations sont retenues, sur près de trois cents qui existaient au

### Congo. Celles-ci devront se conformer si elles veulent exister.

L'annonce de cette décision a suscité de vives réactions de la part des responsables des partis de l'opposition présents à cette réunion. On peut citer, entre autres, Christophe Moukouéké, Clément Miérassa, Paul Marie Mpouélé, Elo Dacy ainsi que le représentant du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail, le parti de Claudine Munari.

La plupart d'entre eux ont évoqué le principe de non-rétroactivité de la loi, étant donné que leurs formations politiques seraient créées avant l'adoption de cette nouvelle loi. « Monsieur le ministre, ce que vous venez d'annoncer est un désastre politique pour notre jeune démocratie. Laissez les partis politiques évoluer, car c'est un long processus. Vous êtes partis de deux cents partis politiques à quarante-neuf, c'est vraiment une catastrophe », a réagi Christophe Moukouéké, membre du col-



Les participants (Adiac)

lectif des partis de l'opposition dont Mathias Dzon en est le président. « Notre parti, l'UPRN, a été créé en 1990, la loi de 2017 à laquelle vous faites référence, en réalité ne nous concerne pas, plutôt tous les partis créés après la promulgation de cette loi. Nous vous demandons seulement d'appliquer la loi, parce qu'elle n'a pas d'effet rétroactifs », a enchaîné Elo Dacy, représentant l'UPRN.

En dépit de toutes ces réactions, le ministre de l'Intérieur a campé sur sa position, affirmant que la loi, quand elle s'applique, fait mal mais c'est son ressort.

« En élaborant cette loi, le gouvernement ne s'est pas enfermé

seul dans une maison, il l'a fait avec les responsables des partis politiques. Si certains partis ne se sont pas associés au processus, c'est peine perdue, parce que nous n'allons plus y revenir. La loi a été promulguée depuis mai et les partis ont eu la possibilité de s'en imprégner », a martelé Raymond Zéphirin Mboulou.

### Le chef de l'opposition publiquement contesté

Abordant la lancinante problématique de désignation du chef de l'opposition, poste attribué au premier secrétaire de l'Upads, Pascal Tsaty Mabiala, certains opposants présents à la réunion ont dit ne pas

se reconnaître en lui, étant donné que cette opposition est diversifiée.

« Nous ne sommes pas d'accord avec la désignation du chef de file de l'opposition, parce que l'opposition au Congo est plurielle. Elle a plusieurs tendances et chaque tendance a ses objectifs propres. Vous ne pouvez pas dire que celui qui a été désigné aujourd'hui est, sur le plan politique, le porte-parole du collectif des partis de l'opposition. Le statut de l'opposition que nous réclamons tant, ce n'était pas au profit d'une personne, plutôt pour promouvoir les libertés démocratiques de cette opposition plurielle », a déclaré Elo Dacy, appuyé par certains de ses collègues.

Prenant la parole à ce sujet, Pascal Tsaty Mabiala s'est défendu en disant que cette vision politique n'est pas seulement du ressort congolais. Tentant de convaincre, en vain, ses collègues de l'opposition, il a souligné qu'au Mali, au Togo, en Guinée et dans bien d'autres pays d'Afrique, les chefs de l'opposition sont désignés dans les mêmes conditions.

Précisons qu'en réduisant le nombre de partis dans le pays, l'objectif du gouvernement est de vouloir règlementer ce secteur, au profit de grandes formations politiques plus représentatives.

Firmin Oyé

## JOURNÉE DE LA CONCORDE NATIONALE

## La paix et la sécurité dans le Pool au centre des échanges

La commémoration du 27e anniversaire de l'événement, du 8 au 10 juin à Kinkala, a été dominée par les questions de paix et de sécurité, laissant quelque peu de côté le thème central retenu à cette occasion, à savoir « Le vivre ensemble : enjeux et perspectives ».

Les activités officielles du vingt-septième anniversaire de la Journée nationale de la réconciliation et de la concorde nationale ont eu lieu à Kinkala, chef-lieu du département du Pool. Dans son allocution de circons-

tance, le préfet de ce département, Georges Kilébé, a d'abord souhaité la bienvenue à toutes les délégations venues prendre part à cet événement avant d'exprimer la déférence considération pour l'attention particulière que

le chef de l'Etat ne cesse d'accorder à cette entité administrative. « Attention manifeste dans l'assistance multiforme que le département a commencé à bénéficier et qui permet déjà le retour progressif de la population dans les localités respectives et ce, à la faveur de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités du 23 décembre 2017. Vingt-sept ans plus tard, avan-

çons donc dans la marche vers le développement tel qu'édicté par le programme de société du chef de l'Etat pour que nous allions plus loin tous ensemble. Travaillons pour des lendemains meilleurs, révisons nos erreurs, retrouvons notre conscience et dire, plus jamais ça », a déclaré Georges Kilébé.

De son côté, le commissaire général chargé de la permanence au comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo, Marius Mouambenga, a commencé son propos par la définition du thème de la rencontre, à savoir « Le vivre ensemble » qui, selon lui, se dit d'une cohabitation harmonieuse entre individus ou entre communautés.

Aussi a-t-il souligné que vivre ensemble constitue un enjeu, celui de réussir à faire que les enfants d'un même pays soient porteurs d'un même idéal, de briser les barrières qui les séparent et les éloignent les uns des autres, de construire le Congo dans l'intérêt de tous. Dès l'entame de la causerie-débat, douze intervenants ont pris la parole, exprimant pour la plupart leurs inquiétudes sur certaines situations qui persistent à certains endroits dans le département du Pool, notamment les difficultés éprouvées par la population de Kindamba de rentrer chez elle.

Plusieurs interrogations ont fusé lors de ces échanges, portant, entre autres, sur les hommes du pasteur Ntumi qui continuent de tenir les cheiks points alors que la force publique a déguerpi de toutes ses positions et sur le ramassage des armes. D'autres sont allés jusqu'à demander des garanties de la part du CNR le parti du pasteur Ntumi.

A ces interrogations, des suggestions ont été faites. Et à propos, certains intervenants ont évoqué les questions d'échange, de communication de la population ainsi que la mise en place des lieux de dialogue du genre « Mbongui » et même la mise en place d'un Conseil national de dialogue, seul cadre d'échange entre les Congolais afin de mieux raffermir le vivre ensemble des citoyens.

Répondant à ces inquiétudes, le vice-président de la commission ad hoc mixte et paritaire (Camp), Philippe Ané Bibby, a déclaré: « Nous sommes les artisans de la paix et la Camp qui a été mise en place au lendemain de cet accord est en train de faire un grand travail. Déjà, après la réouverture des routes Brazzaville-Kindamba, le démantèlement des bouchons est formé sur ces routes aujourd'hui. Nous sommes à mi-parcours et satisfaits du travail qui a été fait et se fait ».

Jean Jacques Koubemba



La tribune officielle (Adiac)

## SPECTACLE

## « Ku ntala » sera présentée au public le 15 juin à Brazzaville

La pièce sera jouée par le chorégraphe congolais, Jean Claude Kodias alias Diako, et sa compagnie au Centre culturel Sony-Labou-Tan'si, avant d'être également sur les planches en France, en octobre.

La création «Ku ntala» veut dire en langue française «regarde-moi». Cette pièce fait partie du projet que Jean Claude Kodias avait lancé en 2015 avec l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, lors de ses ateliers chorégraphiques. La première partie de ce projet a fait l'objet d'une résidence en novembre de la même année et la dernière partie sera présentée le 15 juin.

« Cette première partie, nous l'avions travaillée aussi en 2016 après mon retour de Ouagadougou où j'avais participé à la rencontre chorégraphique. Nous étions en résidence avec les artistes venus du Cameroun, du Tchad, de la RDC et du Congo Brazzaville. Le travail effectué a été bien présenté. Cette année, j'ai voulu bien le perfectionner. Ce travail sera joué en France,

en octobre », a-t-il indiqué.

« Dans notre spectacle, nous venons avec un regard de briser les mythes qui nous séparent entre frère, nation, ethnie, peuple. C'est un spectacle qui apporte un message de briser ce qui crée une séparation entre les humains », a-t-il poursuivi.

L'artiste bénéficie de deux résidences au Centre culturel Sony-Labou-Tan'si et à l'IFC pour une bonne préparation. « Le Centre Sony-Labou-Tan'si nous a accordé cinq mois de résidence pour préparer le spectacle «Ku ntala», tandis que la résidence de l'IFC nous permet de mieux travailler la création » To Key broken to hide their secrets », qui est un projet d'ensemble avec Selim Aydogdu, chorégraphe belge. « Cette création, nous l'avions commencée à Liège, en Belgique, elle est



Les artistes en pleine répétition (Adiac)

l'objet d'une représentation au théâtre de Liège », a fait savoir le chorégraphe

L'artiste Diako a un agenda très chargé. Il est invité en juillet, en Finlande, pour le spectacle de sa pièce solo « Recto verso ». Il est également attendu en Espagne et en Allemagne, en septembre, pour présenter «Ku ntala». L'ar-

tiste a aussi un projet de création d'ensemble avec les artistes allemands intitulé « Le corps un conteneur ».

Jean Claude Kodias a effectué, de janvier à février derniers, une tournée européenne de résidence en France, en Belgique et en Allemagne. Lauréat de trois prix de l'innovation en danse

contemporaine reçus en 2011 et 2012 à Yaoundé, au Cameroun, lors du festival Corps et geste et, en 2013, au festival international de théâtre de Brazzaville Mantsina sur scène, l'artiste a déjà totalisé ses vingt et un ans de travail de recherche en danse contemporaine.

Rosalie Bindika



**Le Musée Galerie du Bassin du Congo**  
Présente

Du 04 mai au 04 juillet 2018, **LES FEMMES PLASTIENNES DU CONGO (AFPC)**  
dans "l'évolution de la femme africaine au cours du temps" une exposition  
vente de **peinture, Sculpture, art Batik, Photographie.**

**Spéciale hommage à Tatiana TSOLO**




Adresse : 84, Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville. +242 06 666 70 65

## LIVRE

## Emmanuel Ngombet publie «Intelligence économique dans les pays d'Afrique»

Edité à Edilivre, l'ouvrage aborde de façon non désintéressée les problèmes économiques dans les pays africains.

Le livre d'Emmanuel Ngombet aborde des questions très importantes sur le continent noir. L'Afrique montre-t-elle des signes d'absence d'une intelligence économique ? Pourra-t-elle aller au développement avec le pouvoir toujours et encore au bout du fusil ? Telles sont les interrogations que suscite cet ouvrage.

En effet, une nouvelle Afrique, celle du développement écologique et durable, au bout de l'effort, très loin de la mentalité d'éternelle assistée, est en train de naître, cinquante ans après les indépendances politiques, indique l'auteur. Pas de visa pour les Africains en Afrique : Free moving- Free Seating- Free trading. Riches en hommes ; peut-on lire dans la quatrième de couverture. L'eau douce, produite (par dessalement d'eau de mer) et transportée jusque dans les terres arides de l'intérieur de l'Afrique, pour y planter quantitativement, les légumes et les arbres fruitiers de la sécurité alimentaire du continent. La seule dette pérenne sur cinquante ans que l'Afrique peut contracter.

Du G5 Sahel au G55 Afrique Eau douce, une douce mobilisation générale, pas pour les armes mais pour l'eau douce. Un seul projet pour sor-

tir tout le continent de la famine, de la pauvreté, de la massive importation des aliments et de la paresse des consommateurs jouisseurs sans dose ni limite, peut-on lire encore dans cet ouvrage.

L'énergie nucléaire, en plus d'être un luxe très onéreux, est une mise en danger de la vie de la population. Un crime contre l'Afrique, en y créant une

Emmanuel Ngombet  
Intelligence économique  
dans les pays d'Afrique



centrale poubelle nucléaire, si l'on ne fait pas attention. Une grave négligence volontaire du gigantesque potentiel énergétique du continent.

Le nucléaire, écrit l'auteur, requiert une précision

d'horloger dans son programme d'entretien et exige un haut niveau de conscience (individuelle et collective) de l'organisation sociale du travail, que les pays africains n'ont pas encore atteint. Il s'agit de la responsabilité du feu nucléaire, à ne pas utiliser dans un moment de folie au Matabeleland.

Signalons qu'Emmanuel Ngombet est ingénieur en aviation civile, inspecteur CNS, un ancien de l'Asecna, PCA du bureau d'études ingénieries prospectives, co-fondateur et président de Nouvelles anticipations et initiatives club Congo émergent. Il réside à Brazzaville, en République du Congo.

Le livre «Intelligence économique dans les pays d'Afrique» est vendu à onze euros, soit 7 260 FCFA.

Bruno Okokana

## AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES

## Bersol Exaucé Ngambili Ibam entend financer des microprojets

**Le député de la 2e circonscription électorale de Djiri 2 a exprimé, le 10 juin, son ambition de mettre en place un fonds pour financer des microprojets aux quartiers Jacques-Opangault et Domaine, lors des échanges avec la population.**

Elu dans la deuxième circonscription électorale du neuvième arrondissement de Brazzaville, Djiri, sous le label du Parti congolais du travail, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, à travers son projet de financement des microprojets, milite pour l'autonomisation des femmes et des jeunes de sa circonscription. « C'est un contact, une rencontre citoyenne avec la base. Aujourd'hui, nous avons fait les deux derniers quartiers qui restaient. C'est une occasion pour nous d'avoir des contacts directs avec la population mais aussi de lui présenter ce que nous envisageons de mettre sur pied dans les jours à venir. Il s'agit pour nous de voir dans quelle mesure nous pouvons financer des microprojets de ces femmes et de ces jeunes pour promouvoir ou faciliter leur épanouissement dans la société », a-t-il annoncé.

Dans le but de s'occuper des élèves pendant la période de vacances scolaires, Bersol Exaucé Ngambili Ibam a annoncé l'ouverture sous peu des centres d'encadrement. « L'oisiveté étant mère de tous les vices, il est question d'occuper utilement les jeunes. C'est dans ce cadre que nous proposons, pendant les vacances, d'avoir des centres d'apprentissage de la langue anglaise dans chaque

quartier de Djiri 2 pour que ces jeunes apprennent une langue de plus, ce qui sera un atout pour eux. Aussi, nous aurons d'autres activités autour pour toujours mieux les occuper », a indiqué l'un des plus jeunes députés de l'Assemblée nationale.

**Des écrans géants pour rassembler les jeunes autour du football**

Dans la perspective de la Coupe du monde de football, Russie 2018, dont le coup d'envoi sera donné le 14 juin, le député a mis à la disposition des jeunes de différents quartiers de des zones de sa circonscription des écrans géants, vidéos projecteurs, des cartes et décodeurs pour leur permettre de suivre ensemble, a-t-il dit, en toute quiétude toutes les rencontres de la compétition.

Profitant de cette première rencontre, la population qui attendait cette occasion a formulé quelques doléances à son député. En effet, celles-ci ont porté, entre autres, sur la dégradation des routes, rendant difficile l'accès par voiture dans les quartiers Jacques-Opangault et Domaine. Il y a aussi des problèmes d'érosions qui menacent dangereusement les deux quartiers, surtout Domaine où un Centre de santé intégré en construction par le gouvernement est en voie de disparition. « Nous avons dit à la population que nous prenons en ligne de compte toutes leurs doléances pour faire le plaidoyer auprès de l'exécutif pour que tous ces problèmes puissent trouver leur épilogue dans toutes les mesures possibles. Nous allons mieux nous organiser avec les habitants pour voir comment tenir à bras le corps nos problèmes, comment mener le plaidoyer, comment nous pouvons faire que notre circonscription luisse parmi les autres dans le pays », a conclu Bersol Exaucé Ngambili Ibam, en présence de son collègue de Lekana, Ghislain Ngalebali.



Le député Bersol Exaucé Ngambili Ibam s'adressant à la population du quartier Jacques-Opangault/Adiac

Parfait Wilfried Douniama

## VIE DES PARTIS

## Digne Elvis Tsalissan Okombi dénonce les injustices

**Le président de l'Union pour un mouvement populaire a indiqué, le 9 juin à Brazzaville, que sa formation politique subirait des persécutions de tout genre, de la part des autorités politico-administratives.**

Digne Elvis Okombi Tsalissan s'exprimait à l'occasion du deuxième Conseil national ordinaire de son parti. Dans son mot liminaire fleuve, étalé sur dix-huit pages, le président national de l'UMP a commencé par rappeler aux participants venus de tous les départements du Congo les péripéties qui ont précédé la création de son parti, mais surtout les grandes étapes de son parcours depuis neuf ans d'existence dans un environnement démocratiquement concurrentiel.

Il a inscrit ce second Conseil national, qui s'est clôturé hier, dans la perspective de redynamiser et redéfinir l'action politique, en vue de bâtir un parti plus efficace et ambitieux, capable d'affronter avec optimisme les échéances à venir.

Fort de cette ambition, Digne Elvis Tsalissan Okombi a saisi la balle au bond pour débattre au grand jour les injustices supposées, que son parti subirait de la part des acteurs et responsables politiques. Il s'agit des inégalités liées surtout au manque de positionnement de sa formation politique dans certaines structures où elle devait être représentée, conformément à la loi. « Pour avoir refusé l'esclavagisme, nous subissons des injustices. Pour preuve, depuis deux ans, le poste de troisième vice-président de la Cénai



Digne Elvis Tsalissan Okombi délivrant son allocution/Photo Adiac

dévolu à notre parti est inoccupé », a indiqué Digne Elvis Tsalissan Okombi. Réagissant à la situation économique actuelle, l'ancien ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le parlement, s'est dit consterné par le détournement délibéré, par les responsables politico-administratifs, de l'argent de l'Etat.

« Alors que notre pays connaît une crise qui nous rappelle celle vécue la fin des années 1990, certains compatriotes exhibent une richesse, sortie de nulle part. Le monde de l'argent a pris le dessus sur nos valeurs communes. L'individualisme est devenu la règle, la collectivité l'exception. Notre pays dérive vers un monde d'hommes forts, au détriment d'une nation forte, protectrice de tous », a-t-il souligné.

Face à ces antivaleurs grandissantes, le

président de l'UPM, par ailleurs député de Ngo, dans les Plateaux, réitérant son soutien au président de la République, s'est longuement interrogé sur l'existence de ce fléau.

« A partir de quel moment avons-nous décidé que la corruption, la concussion et la fraude seront des méthodes de gestion ; que le mensonge sera érigé en valeur ou que les Congolais devraient se mettre à genoux devant un pré carré ? », s'est-il questionné.

L'UMP, qui nourrit de grandes ambitions politiques à venir, a signé, à l'ouverture de ses assises, un accord avec quelques partis politiques de la place. Il est en train de réfléchir pour changer la dénomination de son parti. Dès que la décision sera prise, il s'appellera désormais "Le Parti du peuple".

Firmin Oyé

## FORMATION QUALIFIANTE

## Des apprenants reçoivent des certificats en conception et gestion des projets

**Initié par l'Association universelle pour le développement communautaire intégral (ADCI), en partenariat avec Consulting futur de Paris, en France, le stage visait à renforcer les capacités des agents et cadres des administrations publiques et privées, des ONG et des étudiants.**



Photo de famille après la remise des certificats DR

La cérémonie de remise des certificats de fin de formation s'est déroulée le 8 juin, à Brazzaville, en présence de l'administrateur-maire de Baongo, Simone Loubienga, marraine de la troisième session. En effet, ce stage d'un mois a regroupé quinze apprenants dont neuf en conception et gestion des projets et en procédures de passation des marchés et six en gestion de bases des données informatiques. Le but étant d'appuyer les administrations dans la conception et la gestion des projets dans les domaines tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, l'environnement, l'action humanitaire, l'industrie agro-alimentaire, les finances, les bâtiments et travaux publics. Il s'agissait également de former les apprenants pour être des consultants en conception et conduite ou gestion des projets ainsi que des programmes et procédures de passation des marchés publics.

S'adressant aux heureux récipiendaires, l'administrateur-maire de l'arrondissement 2 Baongo, qui a qualifié cette formation de haute facture, les a encouragés à valoriser les certificats reçus en postulant dans les organismes des Nations unies. Notons que la prochaine session de formation s'ouvre ce 13 juin.

P.W.D.

## LIVRES

# Double cérémonie de dédicaces dans la capitale économique

Les ouvrages «Un bébé pas comme les autres» de Pierre Ntsemou et «Sous le Charme des courtisanes» de Georges Mavouba Sokate ont été présentés, le 9 juin, à la Chambre de commerce de Pointe-Noire devant de nombreux hommes de culture et des lettres.

L'écrivaine Nicole Mballa Mikolo a fait la critique littéraire du roman «Un bébé pas comme les autres», paru aux Éditions l'Harmattan Congo-Brazzaville, tandis qu'Alphonse Chardin N'kala a présenté «Sous le charme des courtisanes», sorti aux éditions Lettres Mouchetées.

Écrit en cent quarante-huit pages, l'ouvrage «Un bébé pas comme les autres» plonge le lecteur dans cette Afrique coloniale marquée par l'hégémonie tyrannique du Blanc sur l'homme noir. Une histoire revue et corrigée par un Africain qui s'est abreuvé à la source authentique et vraie des aïeux. «Ce livre est un bel hymne à l'humanisme fédérateur de toutes les races, écrit avec un humour chaleureux, un sourire contagieux et un irrésistible rire délicieux quand défilent, silencieux, des aventures et de actes vicieux, sous la plume sublime et merveilleuse de l'auteur, virtuose du jeu de mots, ce qui lui a valu d'être appelé affectueusement le saint Pierre des mots», est-il écrit en quatrième de couverture.

Selon Nicole Mballa Mikolo, «Un bébé pas comme les autres» est un outil à mettre à la disposi-

tion de tous ceux qui veulent comprendre les relations ambiguës et difficiles entre colons et colonisés, l'administrateur et l'administré, bref un roman magnifique écrit dans un univers exceptionnel qui fait admirer la beauté de la magie des mots de Pierre Ntsemou à travers son art de la rhétorique. «Des mots qui valsent, swinguent, s'embrasent, vous foudroient le cœur et bouscule la claudicante raison, dans une narration effrénée pleine de suspense. Un roman stupéfiant de beauté et de bonté en partage qu'on lit avec plaisir sans désir de s'arrêter un seul instant» (quatrième de couverture).

Pour l'auteur, ce roman est un appel à la tolérance, à la coexistence pacifique et à l'altruisme. Pierre Ntsemou est né le 15 juin 1956 au Moyen-Congo (Congo Brazzaville). Passionné par les lettres et l'écriture, il a roulé sa bosse près de quarante ans dans le sacerdoce de Montaigne qui l'a attaché aux livres et dont il a partagé l'amour et les vertus aux apprenants, avant d'embrasser une carrière d'écrivain comme poète, nouvelliste, dramaturge et romancier. Lauréat de plusieurs prix littéraires, nationaux et internationaux, «Un bébé pas comme les autres» est son huitième roman.

Présenté par Alphonse Chardin N'kala, «Sous le charme des courtisanes» est un roman de cent cinquante-quatre pages et comporte treize chapitres. C'est



La tribune lors de la présentation des deux ouvrages

l'histoire de Samba Dikusenga, un honnête homme sans problèmes qui jouit d'une bonne situation professionnelle et mène une vie rangée jusqu'au jour où il tombe dans les filets de l'irrésistible et maléfique Kosia-Iris. Commence alors pour ce mari attentif et bon père de famille une spirale infernale de mensonges et de luxure. Experte dans le négoce érotique, Kosia-Iris déroule la liste interminable de ses amants. À travers ses frasques sexuelles se dessine une société gangrénée par le pouvoir de l'argent. Les courtisanes seraient-elles des femmes libres, à la séduction mortifère et à la sexualité dévorante, dérochant par magie le libre arbitre des hommes qui croisent leur chemin ? Ce roman à ne pas laisser entre toutes

les mains retrace ce périple érotique d'une courtisane non sans égratigner sérieusement la morale judéo-chrétienne, lit-on en quatrième de couverture.

En présentant le roman, Alphonse Chardin N'kala a dit que dans cette œuvre romanesque, l'amour y est théâtralisé. L'auteur a osé transgresser les mœurs. «Sous le charme des courtisanes» sonne le glas d'une autre littérature, une nouvelle façon de voir l'humain et de parler de lui, en sublimant la baliverne ou tout au moins ce qui peu paraître inepte. Et d'ajouter : «Ce roman est une imbrication que réussit si bien Georges Mavouba Sokate entre la verdure du style et la drôlerie du sujet à travers la joie de vivre que Kosia-Iris transmet avec beaucoup de bonheur au

lecteur qui peut revenir autant de fois qu'il veut sur tel ou tel passage pour mieux en saisir les contours mais aussi pour s'en délecter. On peut y trouver sans doute un parfum de scandale, mais n'est ce pas celui-là le destin des choses qui transgressent et conduisent à la mutation ? », selon Georges Mavouba Sokate, «Il ne peut y avoir création sans transgression. Transgresser, ce n'est qu'un phénomène normal».

Georges Mavouba Sokate est né en 1949. Il a exercé comme professeur d'anglais puis comme cadre dans une société pétrolière à Pointe-Noire. Il est membre du club des poètes de la mer et du salon littéraire Jean-Baptiste-Tati-Loutard.

Hervé Brice Mampouya

## CONCOURS D'ÉPELLATION DES MOTS

# Le centre scolaire Notre-Dame-du-Rosaire remporte la 5<sup>e</sup> édition

La compétition s'est terminée le 9 juin, au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de Pointe-Noire.

Après plusieurs échecs en demi-finale et en finale, la cinquième tentative a enfin été la bonne pour le centre scolaire Notre-Dame-du-Rosaire puisqu'il a remporté la cinquième édition devant les écoles privées Fernand-Nathan, le Centre Eden Préceptorat, La Nouvelle Pépinière et Jean-Félix-Tchicaya.

En finale, lors des quatre manches disputées, les trois élèves du centre scolaire Notre-Dame-du-Rosaire ont fait montre de perspicacité, en surclassant leurs adversaires. La victoire de Notre-Dame-du-Rosaire est le fruit de l'abnégation, du courage et de la persévérance. Cela a été reconnu par les encadreurs de cette école. «Nous avons bien préparé nos enfants. C'est ce qui justifie



notre victoire. Nous sommes fiers des enfants qui ont fait honneur à l'école et à leurs encadreurs», a dit l'un d'eux. Un sentiment aussi partagé par les

Les élèves de Notre-Dame-du-Rosaire, leurs encadreurs et les organisateurs / crédit photo Adiac Ngoma, directeur du Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, a félicité les participants et remercié les responsables des écoles qui ont bien voulu s'en-

gager au concours d'épellation des mots qui allie à la fois distraction et instruction. Aussi a-t-il souhaité que d'autres établissements se joignent à l'aventure l'année prochaine. Pour Philippe Mboumba, conseiller socio-culturel du maire de la ville, la mairie de Pointe-Noire soutient l'initiative qui permet de forger des citoyens responsables de demain et a souhaité sa pérennisation à l'avenir.

Tous les participants à la finale ont reçu des présents composés des calculettes, des dictionnaires et un kit de jeu de scrabble. L'école victorieuse a reçu, en plus du trophée, des fournitures scolaires. Signalons que cette cinquième édition du concours d'épellation des mots a commencé en janvier dernier. Vingt-sept écoles y ont participé. Toutefois, les organisateurs souhaitent recevoir une quarantaine d'établissements l'année prochaine.

H.B.M.

## INTERVIEW

## Emmanuel Macron : « Le sport en général, et le football en particulier, est un des leviers de notre politique en Afrique et de la réussite du continent africain »

Pour sa dernière, après dix ans aux manettes, et pour les quarante ans de Téléfoot, Christian Jeanpierre a organisé une interview du président de la République Française. Fan de foot et de l'OM, Emmanuel Macron a évoqué le football africain et la visite, en février, du président George Weah à l'Élysée. En voici la retranscription.

**Christian Jeanpierre : le 21 février dernier vous avez reçu George Weah, ballon d'or (ndlr : 1995) et président du Liberia. Quel était le sens de cette première visite ?**

**Emmanuel Macron :** Ecoutez, Mister George, comme on dit, a passé une bonne partie de sa carrière en France. Il y a bénéficié d'un cadre, où des gens l'ont recruté, formé et éduqué, il doit beaucoup à la France, ce qu'il a lui-même reconnu et a voulu l'exprimer en venant à Paris pour son premier voyage officiel hors du continent africain.

Depuis plusieurs années, il poursuivait cette carrière politique pour aider le Liberia, un pays qui a beaucoup souffert. Aujourd'hui, le Liberia, qui n'est pas un pays francophone, a le regard tourné vers la France. Cette histoire commune entre la France et le président Weah va permettre à nos deux pays de renforcer leurs liens.



Christian Jeanpierre et Emmanuel Macron mardi à Clairesfontaine. (Laurent Blevennec / Présidence de la République)

**Sur le plateau de Téléfoot, dimanche matin, Christian Jeanpierre a reçu un hommage complice de Kylian Mbappé :**

« Cher Christian... Plutôt tonton Christian, car vous vous êtes invité à la maison comme un oncle tous les dimanches vers onze heures, juste avant midi. Vous avez compris que la vie ce n'était pas juste respirer, c'est aussi d'avoir le souffle coupé. Alors, merci d'avoir illuminé nos midis, d'avoir toujours traité l'actualité du football avec humilité, humour et surtout respect. Merci pour toutes ces émotions. Moi j'ai un souvenir il n'y a pas très longtemps : Zidane en pleurs. Je pense que vous seul pouvez permettre à un joueur de s'ouvrir autant, sans méfiance ni barrière car vous dégagez tellement de sincérité, d'amour et de respect. Les joueurs sont vraiment libres et c'est un vrai plaisir. Je vous souhaite beaucoup de bonheur pour la suite. »

Le football en Afrique est un formidable levier de développement et de réussite pour le continent. Durant notre entretien, George Weah m'a expliqué

que, lorsqu'il partait à la rencontre des enfants-soldats, le seul moyen de faire lâcher les armes à ces enfants de 8, 10 ou 12 ans était de leur donner un

ballon. Dans des pays comme le Liberia ou la Sierra Leone ; où des milliers de très jeunes enfants ont été endoctrinés pour faire la guerre, le football était et est le meilleur vecteur d'adhésion à un projet collectif. Cette vedette mondiale du football qui devient président, c'est un modèle, un espoir pour cette jeunesse. Dans quelques pays, le football a permis d'installer la paix, c'est un fait.

En novembre dernier, à Ouagadougou, j'ai présenté une stratégie de développement en prise avec la société civile. Le sport est un levier important que j'englobe dans le plan d'investissement dans l'école, qui est ma

priorité absolue. Nous voulons agir dans plusieurs disciplines, le foot bien sûr, mais aussi le basket et la boxe afin qu'une partie de la jeunesse se forge un modèle d'émancipation, retrouve de la confiance en elle et partage des valeurs collectives. Nous devons également soutenir l'avènement d'une économie autour du sport, comme c'est le cas sur d'autres continents. Dans ce sens, nous allons financer les infrastructures et les équipements. Par exemple, nous sommes en train de finaliser un accord avec la NBA et l'Agence française pour le développement pour financer des infrastructures. J'irai au Nigeria début juillet pour l'annoncer.

Avec ces stades, les différentes fédérations pourront développer des compétitions, générer des recettes. Donc stabilisation des régions qui en ont besoin, émancipation de la jeunesse et création d'une économie autour du sport, telles sont nos ambitions avec des partenaires institutionnels comme la Fifa et la Fédération française de football, qui est en lien avec de nombreuses fédérations africaines et des partenaires privés. Le sport en général, et le football en particulier, est un des leviers de notre politique en Afrique et de la réussite du continent africain.

## LITTÉRATURE

### Henri Lopes à l'honneur à la Sorbonne

Dans le cadre de ses rencontres littéraires, le Centre international d'études francophones de la Faculté des lettres de Sorbonne-Université, organisera une journée d'études consacrée à l'œuvre de l'écrivain congolais, suivie d'une table ronde d'écrivains.

L'œuvre d'Henri Lopes, l'une des figures majeures des littératures francophones, constituée à ce jour de neuf romans, de nouvelles, d'un essai, de poèmes et de mémoires à paraître, fera l'objet d'une journée d'études de la part de ses pairs, le 15 juin, de 9h à 17h30, dans l'amphithéâtre Quinet, à Paris.

De la publication de *Tribaliques*, en 1971, à la parution, en 2015, du *Méridional*, l'écrivain a poursuivi la consolidation de son univers, ramifié son invention et impulsé un élan exploratoire à son écriture. Entre l'Afrique, la France et l'Amérique, ses romans sont le lieu de toutes les expansions narratives et fictionnelles : enquêtes inlassablement menées, miroirs métaphoriques dans lesquels se réfléchissent l'écrivain et ses pratiques, ils disent les vicissitudes coloniales et postcoloniales, la diffraction d'un je recomposé en d'infinis avatars, les errances de personnages métis et forment une œuvre-monde tissée d'histoire(s), portée par un désir : « réinvente[r] la vie » et « prophétise[r] le réel », en référence de son roman, *Le Lys et le flamboyant*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 429.

Cette journée d'études sera suivie d'une table ronde au cours de laquelle Henri Lopes, Dany Laferrière (sous réserve), Maxime N'Débeka et Sami Tchak évoqueront leurs visions de la création littéraire et de l'écrivain, précèdent les organisateurs.



Journée d'études organisée par Romuald Fournier, Céline Ganungu et Florian Aka  
**Réinventer la vie, prophétiser le réel : Henri Lopes**  
15 JUIN 2018 9H - 17H30  
SORBONNE AMPHITHÉÂTRE QUINET 146, RUE SAINT-JACQUES 75005 PARIS  
SORBONNE UNIVERSITÉ cellf Cief

Marie Alfred Ngoma

## CAM-BASKET

### Dix pays entrent en compétition ce 12 juin à Brazzaville

Le coup d'envoi de la première édition du Championnat d'Afrique militaire de basketball (Cam-basket) sera donné, aujourd'hui, au gymnase Etienne-Monga, en présence du président Denis Sassou N'Gusso dont la compétition porte le nom.

Dix pays prennent part au Cambasket, à savoir le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Guinée équatoriale, le Cameroun, l'Angola, le Mali, l'Algérie et le Congo pays hôte. La compétition, qui n'est qu'à

sa première édition, est dénommée «Trophée Denis-Sassou-N'Gusso» et prendra fin le 19 juin. « Pour cette première édition, nous n'avons pas organisé de tournoi qualificatif pour permettre à



Une rencontre de l'équipe militaire du CongoPhoto Adiac

un maximum de pays africains d'y prendre part », avait expliqué, en mai dernier, le président de l'Organisation du sport militaire en Afrique (Osma), le colonel David Kabre, lors de la visite des infrastructures qui abriteront la compétition.

Selon le président de l'Osma, la Cambasket permettra notamment le rapprochement des armées et l'intégration africaine de celles-ci. Par ailleurs, pour son secrétaire général, le capitaine de frégate Pierre Djendola, l'Osma participe activement à l'effort de paix, à la promotion des idéaux d'amitié et de la fraternité à travers le sport militaire.

Le Congo a été choisi afin d'abriter cette compétition continentale pour son engagement dans le maintien de la paix. C'est pour la même raison que le tournoi porte le nom de son président, Denis Sassou N'Gusso.

Rominique Makaya